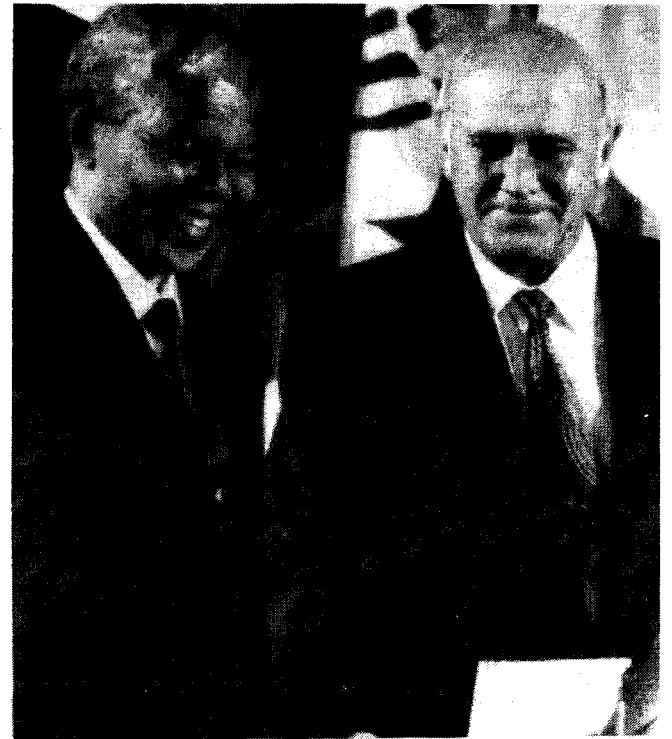


La « nouvelle » Afrique du Sud

Le régime de Mandela s'attaque aux travailleurs noirs



Le gouvernement d'« unité nationale » de Mandela-De Klerk a répondu aux grèves des travailleurs noirs par une brutale répression policière.

Dans la mine d'or de Vaal Reef, appartenant au trust géant Anglo American, une locomotive s'écrase dans une cage d'ascenseur et tue plus d'une centaine de mineurs noirs. Dans la région du Kwazulu Natal, un propriétaire terrien utilise son tracteur pour démolir, sous la protection de la police, la hutte, faite de terre et de bouse de vache, appartenant à une famille de métayers noirs. Des travailleurs immigrés du Mozambique et d'autres pays voisins sont régulièrement contrôlés par la police et expulsés de l'autre côté de la frontière. Quand des employés municipaux en grève manifestent dans le centre de Johannesburg, ils se retrouvent face à la police qui leur lance des bombes lacrymogènes et des grenades d'exercice. Voilà plusieurs instantanés de la « nouvelle » Afrique du Sud, depuis que Nelson Mandela, son premier président noir, a été élu il y a un an et demi.

Bien sûr, il y a eu des changements significatifs au niveau politique. Le régime de la domination blanche sans partage, basé sur la terreur policière, a été remplacé par un accord de « partage du pouvoir » entre le Congrès national africain (ANC) et l'ancien parti au pouvoir, le Parti national (NP) blanc de F.W. De Klerk. La structure légale de l'apartheid - les *pass* (permis de résidence), la ségrégation rigide du Group Areas Act (loi qui organisait la ségrégation de l'habitat), les « foyers nationaux » misérables des bantoustans - a été démantelée. La formation d'un

A bas le régime de néo-apartheid ! Pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs !

« gouvernement d'unité nationale » dirigé par l'ANC a naturellement suscité parmi les ouvriers noirs l'espoir d'une amélioration radicale de leurs conditions de vie.

Mais les travailleurs et les jeunes chômeurs noirs disent avec de plus en plus d'amertume que rien n'a changé dans leur travail, leur township, leur logement. Par contre, la vie de leurs dirigeants a beaucoup changé. Quelques milliers de cadres de l'ANC sont devenus députés, responsables gouvernementaux, cadres supérieurs des grandes entreprises ou bien bureaucrates syndicaux haut placés. Ils ont grimpé dans le « train des privilèges », achètent des BMW et des costumes Pierre Cardin, déménagent pour les quartiers chics autrefois réservés aux Blancs. Les travailleurs noirs voient

certain de leurs camarades d'hier engraisser littéralement depuis qu'ils mangent de la viande trois fois par jour. Pourtant, ce sont les mêmes qui disent aux masses misérables qu'elles doivent être patientes et attendre encore pour avoir un logement, l'électricité, l'eau courante et une éducation décente pour leurs enfants !

Si la bourgeoisie blanche est entrée dans la voie du « partage du pouvoir », c'est qu'elle attend de l'ANC et de son proche allié le Parti communiste sud-africain (SACP) qu'ils utilisent leur immense autorité politique pour restaurer un semblant d'ordre bourgeois, sans menacer sérieusement la richesse et les privilèges des Blancs. La révolte des townships des années 1980 a miné le système de l'apartheid : le contrôle ef-

fectif des villes noires ségréguées, comme Soweto et Alexandra, est passé entre les mains de comités populaires, qui généralement soutenaient l'ANC ; pendant des années, les loyers, les factures d'électricité et d'eau ainsi que les impôts fonciers n'ont pas été payés.

Cependant, le développement d'un mouvement ouvrier noir puissant et combatif représentait une menace beaucoup plus fondamentale pour le pouvoir des maîtres de la Bourse de Johannesburg. Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) est rapidement devenu un des mouvements syndicaux les plus puissants et les plus combattifs du tiers monde. Ceci s'est manifesté lors de la grande grève des mines d'or de 1987, la plus importante de l'histoire de l'Afrique du Sud. Sur les lieux de travail, il devenait courant que les ouvriers se mettent en grève par solidarité avec un ouvrier licencié ou persécuté d'une manière ou d'une autre par la direction.

En Afrique du Sud, le fait que l'ANC ne soit pas un mouvement unitaire est

Suite page 2

Lire
page
6

De 1848 à la Révolution bolchévique

Marxisme contre anarchisme

Les origines de l'anarchisme (1^{ère} partie)

M 2651 - 137 - 5.00 F-RD



Mandela...

Suite de la page 1

une chose reconnue. Les gens parlent plutôt de l'« alliance tripartite » ANC-SACP-COSATU. Il s'agit là d'un *front populaire nationaliste* dans lequel le prolétariat noir est enchaîné à ses exploiters et oppresseurs par l'intermédiaire des nationalistes bourgeois de l'ANC. Amrit Manga, un journaliste spécialisé dans les questions syndicales du journal pro-ANC *New Nation*, décrit ainsi « le défi pour l'alliance : trouver un équilibre entre les besoins de tous les Sud-Africains, les riches et les pauvres, sans compromettre substantiellement les intérêts d'aucun groupe » ! Et en Afrique du Sud, les riches sont blancs et les pauvres sont noirs ou métis. Les Blancs possèdent 87 % des terres et 90 % de la richesse productive, et ils ont un revenu moyen dix fois supérieur à celui des Noirs.

Trouver un équilibre entre les intérêts des riches et des pauvres est un « défi », comme le dit Manga, que l'ANC ne peut pas relever. Pour le moment, les « Randlords » et leurs partenaires plus puissants de Wall Street et de la City londonienne comptent plus sur l'autorité politique de Mandela et Cie que sur le poing armé de l'Etat pour empêcher et réprimer les luttes sociales des travailleurs noirs, des townships, des étudiants, etc. Mais De Klerk a récemment déclaré à ses partenaires gouvernementaux qu'il aurait pu utiliser l'armée pour rester au pouvoir encore cinq ou dix ans. C'est une menace à peine voilée de coup d'Etat militaire formulée par certains éléments de la classe dirigeante blanche si la « nouvelle » Afrique du Sud s'avérait ne pas leur convenir. Et toute tentative de l'ANC de se débarrasser du corps des officiers blancs, toujours à la tête de l'armée, ferait exploser le fragile accord de néo-apartheid.

Le « gouvernement d'unité nationale » - qui va des bureaucraties syndicales africains noirs aux banquiers blancs - finira par éclater ; lorsque cela se produira, l'Afrique du Sud sera précipitée dans une période de conflits et de troubles politiques violents. On peut déjà voir que dans la province du Kwazulu Natal le mouvement tribaliste Inkatha, soutenu par l'extrême droite blanche, a intensifié ses attaques meurtrières contre les partisans de l'ANC. Un « Mouvement de résistance métis » (KWB) qui se bat en faveur d'un « foyer national » pour les Métis, s'est également formé sur le modèle du Mouvement de résistance afrikaner (AWB) fasciste. Si les tensions et les conflits multiformes de la société sud-africaine ne sont pas focalisés autour d'un axe de classe, les affrontements se produiront suivant des lignes de division raciales, ethniques ou tribales. Dans une situation de pauvreté se prolongeant, si le principe national prédomine, les Zoulous s'opposeront aux Xhosas, les Africains noirs aux Métis et aux Indiens, les Sud-Africains aux immigrés et aux réfugiés -

et ce sera le fait des soi-disant « progressistes » de l'ANC tout autant que des réactionnaires. Déjà, le programme de logements élaboré par Joe Slovo, le dirigeant du SACP décédé depuis, a déclenché une explosion d'hostilité contre les Métis quand le gouvernement essaya de leur faire payer des loyers en retard (alors qu'il ne le demandait pas aux Noirs). Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire pour diriger la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir d'Etat et rassembler



Johannesburg, septembre 1995 - Manifestation des employés municipaux en grève contre la structure salariale d'apartheid

derrière elle le reste des masses noires, métisses et indiennes opprimées, ainsi que les Blancs non racistes.

Un tel parti révolutionnaire ne défendrait pas simplement les intérêts économiques des ouvriers contre le capital mais combattrait toutes les multiples formes d'oppression qui sévissent dans ce pays : la démolition des camps de squatters dans les townships et l'éviction des cultivateurs de la terre qu'ils travaillent, les expulsions de réfugiés et d'immigrés « clandestins » originaires des Etats africains voisins, l'oppression des femmes qui subissent des pratiques tribales patriarcales comme la polygamie et le *lobola* (prix de l'épousée). L'Afrique du Sud se conforme d'une façon exceptionnellement claire à la théorie de la révolution permanente de Trotsky : la libération nationale et la modernisation économique et sociale dans les pays arriérés ne peuvent être réalisées qu'avec une révolution prolétarienne et son extension internationale aux pays capitalistes avancés.

Le « néolibéralisme » débarque dans l'Afrique du Sud du néo-apartheid

La base économique de l'apartheid était la surexploitation des ouvriers noirs, qui permettait aux Blancs (lesquels représentent 13 % de la population sud-africaine) de jouir d'un niveau de vie de pays du « premier monde ». Les ouvriers qualifiés, presque exclusivement blancs, étaient payés six fois plus que les ouvriers noirs, les cadres moyens blancs 15 fois plus. Les porte-parole de l'ANC et surtout du SACP et du COSATU se sont engagés à démanteler la structure salariale de l'apartheid. Légalement, la ségrégation raciale a été abolie, et les Noirs peuvent postuler à n'importe quel emploi. Mais ce sont toujours des cadres blancs qui décident si oui ou non les Noirs peuvent avoir les emplois mieux rémunérés - et ils ne les ont toujours pas. Mais plus fondamentalement, les qualifications techniques et administratives nécessaires au fonctionnement d'une économie industrielle moderne sont concentrées dans la caste dominante blanche. Plus de la moitié de la population noire adulte est illettrée, un résultat de l'« éducation des bantoustans » imposée par les maîtres de l'apartheid.

Pour qu'un nombre significatif de Noirs puissent devenir ouvriers qualifiés, techniciens ou administrateurs, il faudra par conséquent d'énormes investissements financiers dans l'enseignement et la for-

mation. Ce n'est évidemment pas quelque chose que les dirigeants blancs vont faire. Quant au « gouvernement d'unité nationale », il s'est engagé à ne pas augmenter les impôts sur les entreprises et à ne pas redistribuer aux travailleurs noirs pauvres, par quelque moyen que ce soit, les richesses de la communauté blanche favorisée. En fait, l'ANC ne le ferait pas même s'il gouvernait indépendamment du NP de De Klerk.

Comme tous les fronts populaires, l'alliance tripartite ANC-SACP-COSATU

d'essayer d'impressionner cette racaille et qu'il s'applique à satisfaire les promesses du RDP » (*Socialist Worker*, 16 août 1995). Comme si on pouvait faire pression sur le parti bourgeois de Mandela, Mbeki, Ramaphosa et Cie pour qu'il agisse dans l'intérêt des travailleurs noirs ! Les dirigeants de l'ANC sont devenus les agents politiques de la minorité cupide qui contrôle la plus grande partie de l'argent en Afrique du Sud, un bolot pour lequel ils sont d'ailleurs très bien rémunérés.

Historiquement, le capitalisme sud-africain a toujours reposé sur la surexploitation de la main-d'œuvre noire dans le secteur minier, y compris les nombreux travailleurs saisonniers qu'on va chercher de l'autre côté des frontières. Les profits des mines d'or du Rand, ainsi que ceux des mines de platine, diamant, charbon et autres, ont financé une industrie manufacturière moderne, qui produit à la fois des biens stratégiques (par exemple des armements) et des biens de consommation (par exemple des automobiles) pour la communauté blanche aisée. L'émergence d'un mouvement syndical puissant et combatif, couplée avec une structure économique particulière, a eu pour effet, au cours de la dernière décennie, d'amener les salaires dans les secteurs industriels clés à un niveau supérieur à l'Amérique latine ou à certains pays d'Extrême-Orient. Pour des raisons stratégiques, le régime nationaliste afrikaner cherchait à maximiser l'autosuffisance au moyen de mesures commerciales protectionnistes, de subventions généreuses aux entreprises et d'importantes participations de l'Etat dans le capital des entreprises. Mais en acceptant l'accord de « partage du pouvoir », la bourgeoisie blanche attend maintenant de l'ANC qu'il réprime la combativité ouvrière et qu'il contienne les coûts salariaux. Et avec un gouvernement noir à Pretoria, les capitalistes ne sont plus disposés à supporter les frais d'une économie de siège.

En dépit de toutes les belles promesses du RDP, le véritable programme du régime est tout à fait conforme au modèle économique néolibéral prescrit par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale : austérité fiscale, contrôle étroit de la masse monétaire, démantèlement du protectionnisme commercial, vente des entreprises contrôlées par l'Etat ou gestion de celles-ci sur la base de la rentabilité marchande. Le *Financial Times* de Londres du 21 novembre note qu'« une politique de la demande quasi thatchérienne est en train de remplacer le protectionnisme et les subventions à l'exportation mis en place par les précédents gouvernements ». Par exemple, dans le cadre d'un programme de réduction des coûts, la société sidérurgique d'Etat géante Iscor prévoit de faire passer ses effectifs de 48 000 à 42 000 personnes au cours des cinq prochaines années. Barlow's, un grand groupe industriel, menace d'arrêter la production d'appareils ménagers en Afrique du Sud parce qu'avec la réduction des droits de douane, il n'est plus compétitif avec les produits importés d'Extrême-Orient.

Les licenciements provoqués par la politique néolibérale du gouvernement de

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationale), pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, Alain Carl (responsable des pages Spartacus !), Carine Gance (réalisation), Myriam Morin, Henri Riemann, Corinne Simon, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

DIFFUSION : Camille Cèzar

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Foto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil

Commission paritaire : n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

137

Pour la première fois depuis des décennies, une importante scission venant de son sein même cherche à remettre en question l'état politique dans lequel le Labour Party britannique (le Parti travailliste) enserme le mouvement ouvrier. Le 13 janvier, Arthur Scargill, le leader du syndicat des mineurs britanniques (NUM) qui dirigea la grève combative des mineurs de 1984-85, a annoncé qu'il formait le Socialist Labour Party (SLP) pour s'opposer au « nouveau » Parti travailliste de Tony Blair. Le SLP a présenté à Hemsworth, un ancien bastion du NUM, sa première candidate au parlement, Brenda Nixon, du mouvement Femmes contre la fermeture des puits [Women against Pit Closures] lors d'une élection partielle le 1^{er} février. Elle a recueilli 5,5 % des voix, assez pour ne pas perdre sa caution électorale, ce qui constitue la référence habituelle pour évaluer le succès d'une campagne de ce genre. Nos camarades de la Spartacist League/Britain ont accordé un soutien critique à la candidate du SLP et ont fait activement campagne en sa faveur, tout en diffusant leur propre propagande révolutionnaire.

Tony Blair, qui cherche à couler le Parti travailliste dans le moule du Parti démocrate américain ouvertement capitaliste, pousse à la rupture des liens historiques du Parti travailliste avec les syndicats et a même jeté aux orties ses prétentions à être pour le socialisme. Lors de sa dernière conférence, l'an dernier, le Parti travailliste a ainsi abandonné sa « Clause IV », qui demandait la nationalisation de l'industrie. C'est ce qui a poussé Scargill à lancer son parti et à accuser Blair de trahir « l'âme socialiste » du parti travailliste.

Mais, avec ou sans « Clause IV », le Parti travailliste a toujours été un parti totalement *procapitaliste* ; cela fut démontré à nouveau lorsqu'il cassa ouvertement la grande grève des mineurs en collaboration avec le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, qui essaya de briser le syndicat des mineurs en 1984-85. Cette trahison des dirigeants travaillistes, qu'ils aient été de droite ou « de gauche », a ouvert la voie à une attaque en règle contre tout le mouvement syndical et qui a provoqué de grandes destructions dans les bassins miniers. Le site minier de Hemsworth's Frickley, où travaillaient autrefois 2 500 mineurs, est aujourd'hui une coquille vide. Un ancien mineur a dit : « Je voterai pour Arthur. Ce qui se passe est un sacrilège. »

Briser l'emprise du Parti travailliste sur la classe ouvrière de Grande-Bretagne, en gagnant sa base au programme marxiste, est une tâche stratégique pour construire dans ce pays un parti révolutionnaire. Bien que le programme du SLP soit simplement celui du « vieux » Parti travailliste opposé au « nouveau » de Blair, cette scission dans le Parti travailliste donne aux trotskystes une occasion de développer l'audience du programme révolutionnaire auprès des travailleurs les plus conscients et ouvre la possibilité d'un réalignement fondamental de la configuration politique – une situation propice pour constituer le parti d'avant-garde léniniste.

Au contraire, beaucoup des organisations qui se prétendent « révolutionnaires » sont si attachées aux traîtres travaillistes qu'elles ont critiqué de la droite la scission de Scargill. Le groupe Workers Power (dont l'organisation sœur en France est Pouvoir Ouvrier) a même décidé que ses « membres et sympathisants ne voteront pas pour le SLP à Hemsworth. Nous voterons pour le Parti travailliste » (Workers Power, février). Même ceux qui appelèrent à voter pour Brenda Nixon, comme Militant Labour et le Socialist Workers Party (dont les organisations sœurs en France sont respectivement la GR-JCR et Socialisme international),

Grande-Bretagne : défi électoral au Parti travailliste de Tony Blair

**Rompez avec l'« ancien » et le « nouveau » travaillisme !
Pour un parti ouvrier révolutionnaire !**

n'ont pas rompu avec leur allégeance au Parti travailliste. Ainsi, le SWP argumenta que « ce serait une erreur de la part du SLP de se présenter dans chaque circonscription, particulièrement dans les régions marginales où le Parti travailliste défie le Parti conservateur » (Socialist Worker, 20 janvier).

Le programme réformiste du SLP de Scargill, qui accepte tacitement le cadre du parlementarisme capitaliste, n'offre aucune perspective à la classe ouvrière. Il ne dit notamment rien ni contre le renforcement de la campagne raciste (codifié dans la loi sur le droit d'asile), ni contre l'occupation par l'armée britannique de l'Irlande du Nord. La solidarité ouvrière internationale est sacrifiée sur l'autel de la « Petite Angleterre ». Et il appelle seulement à une réduction du budget militaire de l'impérialisme britannique. Au contraire, nos camarades de la SL/B disent : Pas un penny, pas un homme pour l'armée bourgeoise ! Retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord et des Balkans ! Pour une fédération des républiques ouvrières des Îles britanniques ! Ils appellent à l'abolition de la monarchie anachronique, des Eglises établies et de la Chambre des Lords, ce qui conduirait – dans la mesure où le permettrait le rapport de forces – à une confrontation qui mette en question les institutions de la Chambre des Communes et les financiers et capitalistes de la City londonienne qu'elle représente. Ce qu'il faut, c'est une révolution sociale totale qui culmine dans la prise du pouvoir par les ouvriers et qui ouvre une nouvelle page du développement historique.

Nous publions ci-après la traduction du supplément spécial du 28 janvier de Workers Hammer, le journal de nos camarades de la SL/B.

VOTEZ BRENDA NIXON !

Nous appelons à voter pour Brenda Nixon du Socialist Labour Party (SLP) dans l'élection partielle de Hemsworth parce que les questions qu'elle défend – la renationalisation des principales industries privatisées, l'abrogation des lois antisyndicales et la reconstitution du service public – répondent aux besoins ressentis par les travailleurs des îles britanniques. De plus, elle dit que le SLP sera un parti d'opposition au Parti travailliste.

Tout le monde sait qu'un gouvernement du Parti travailliste de Blair ne redressera pas les crimes sociaux des conservateurs. Le « nouveau Parti travailliste » de Blair saisit toutes les occasions pour montrer son total dédain de la classe ouvrière et des opprimés. Il soutient tout – des odieuses lois antisyndicales aux attaques contre l'enseignement et la santé – et va même plus loin que les conservateurs quand il s'agit de promouvoir « la loi et l'ordre » racistes pour obéir aux diktats de la City. La City est en train de ruiner l'économie pour préserver ses maudits privilèges et son pouvoir.

L'électorat de Hemsworth comprend des régions minières importantes qui ont été dévastées par les fermetures des mines et par le chômage. C'est une région où les mineurs ont tenu bon

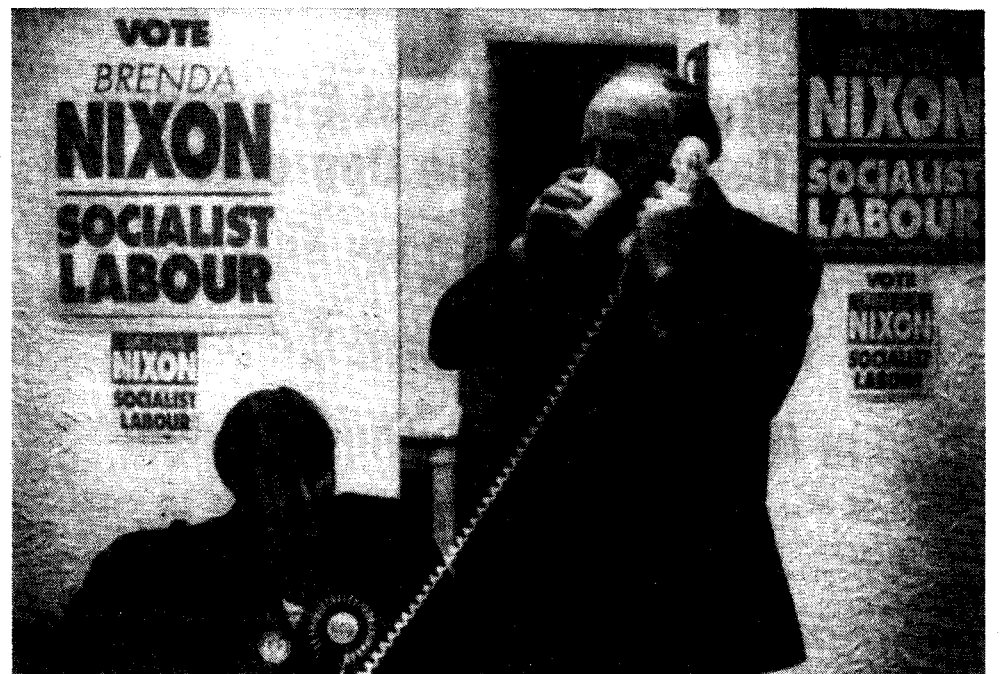
jusqu'à la fin, lors de la grève historique de 1984-85. Il subsiste aujourd'hui de l'amertume et de la haine non seulement vis-à-vis des années d'austérité et de cassage de syndicats mis en œuvre par le gouvernement conservateur, mais aussi contre la trahison de la bureaucratie travailliste.

Il y a un profond fossé entre ce que les travailleurs veulent et ce que Blair promet. Le Parti travailliste a refusé ne

battre contre les machinations de nos propres dirigeants impérialistes.

Des pays aussi divers que la Corée du Sud, le Brésil et l'Afrique du Sud ont connu des explosions importantes de luttes de classe. Dans toute la Grande-Bretagne, des luttes défensives acharnées ne cessent de se produire, depuis les dockers de Liverpool lockoutés jusqu'aux pompiers et aux postiers. Leurs luttes ont été encouragées par la récente vague de grèves massives en France contre les attaques gouvernementales à l'égard du système de protection sociale.

La grève de 1984-85 a provoqué un vif soutien de larges couches de la société britannique, des jeunes, des Noirs, des



Tom Pilston

Nos camarades de la Spartacist League/Britain ont donné un soutien critique à Brenda Nixon (à gauche), candidate à une législative partielle du Socialist Labour Party d'Arthur Scargill (à droite), le dirigeant du syndicat des mineurs.

serait-ce que de se prononcer en faveur de la renationalisation des chemins de fer, ce qui a provoqué la colère de la base syndicale du Parti travailliste, comme on l'a vu s'exprimer récemment dans le syndicat des cheminots. Un réel combat contre la privatisation des chemins de fer centré sur les syndicats des cheminots gagnerait un large soutien.

Les revendications avancées par Brenda Nixon peuvent être clairement soutenues, mais elles ne peuvent être satisfaites dans le cadre du capitalisme. Il nous faut des républiques ouvrières ! Les mesures prises par le gouvernement actuel de « Sa Majesté » vont totalement à l'encontre de la lutte pour l'émancipation des ouvriers. Nous sommes pour une fédération des républiques ouvrières des Îles britanniques, et, pour commencer, il faut abolir la monarchie, les Eglises établies et la Chambre des Lords ! Pour le droit à l'autodétermination de l'Ecosse et du pays de Galles !

Au cœur du travaillisme (l'« ancien » tout autant que le « nouveau »), il y a toujours eu une loyauté à la domination capitaliste britannique et une adhésion au nationalisme britannique. Le protectionnisme est un poison pour les besoins de la classe ouvrière internationale. L'aide et le soutien que les ouvriers français et sud-africains ont apporté à la grève des mineurs a été inestimable. Et pourtant, au centre de la campagne de Scargill contre la fermeture des puits en 1992, il y avait les mots d'ordre pour « sauver le charbon britannique » et pour des contrôles à l'importation. Seul un parti qui se bat pour la solidarité ouvrière internationale, par-dessus les frontières nationales, peut se battre pour les intérêts de la classe ouvrière. Cela signifie par-dessus tout se

Asiatiques qui étaient parmi les partisans les plus actifs et les plus enthousiastes de la grève. Et c'est parce que les mineurs leur ont montré la possibilité de porter un coup à tout le système raciste de la brutalité étatique. Ce à quoi le SLP ne s'adresse pas mais qui pourtant est vital, c'est la résurgence de l'hystérie raciste dans ce pays et dans toute l'Europe. A bas la loi sur le droit d'asile et de l'immigration qui fait peser sur des milliers de réfugiés la menace de l'expulsion, de la torture et de la mort !

Pendant la grève des mineurs, Scargill a poussé les limites de la combativité syndicale aussi loin que possible. Toute la puissance de l'Etat capitaliste avait été amassée contre les grévistes. Leur défaite a été scellée par le sabotage et la trahison de la direction du Parti travailliste de Neil Kinnock et des dirigeants du TUC, ainsi que par le refus catégorique des dirigeants de la « gauche » travailliste, en particulier ceux du syndicat des cheminots et des dockers, de faire grève en solidarité avec les mineurs.

Mais la leçon de toutes ces luttes est que sans programme marxiste révolutionnaire et sans parti d'avant-garde léniniste, on n'arrive qu'à contrecarrer la bourgeoisie, pas à la renverser. Nous avons besoin du parti qui réalise ce que le dirigeant chartiste James Bronterre O'Brien disait en 1837 : « Ma devise c'est [...] : "Ce que vous prenez, vous pouvez l'avoir." Je ne vais pas essayer de traiter de la question abstraite du droit, mais je vais vous montrer ce qu'est le POUVOIR, le POUVOIR solide et substantiel, que des millions doivent obtenir et garder, s'ils doivent jouir du produit de leur propre travail et des privilèges de l'homme libre. »

Grèves de novembre-décembre, « Forums nationaux »

La GR-JCR aux basques du PCF

Les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) s'étaient constituées en 1992 comme scission de gauche de la LCR, critiquant certaines des capitulations éhontées de Krivine devant Mitterrand et la campagne impérialiste pour détruire l'Etat ouvrier dégénéré qu'était l'URSS. Aujourd'hui, cette organisation (qui a pris le nom de Gauche révolutionnaire) s'offre comme couverture de gauche aux bureaucrates casseurs de grèves lors de la mobilisation de cet hiver ; sa direction constitue des listes électorales de collaboration de classes dirigées par le PCF ; elle s'investit dans les « Forums » du PCF dans le but de créer une alliance anti-Maastricht avec des politiciens bourgeois.

En fait, la direction de la GR-JCR, si elle avait rompu organisationnellement avec la LCR, n'avait jamais rompu ni avec le front-populisme ni avec l'antisoviétisme caractéristiques de la LCR comme du reste de l'« extrême gauche ». Après avoir oscillé de droite à gauche, elle finira par fusionner, en 1993, avec le groupe social-démocrate britannique Militant Labour qui dirige le Comité pour une internationale ouvrière (CIO). Le réformisme de cette organisation s'exprime dans son rejet ouvert de la conception fondamentale du marxisme que l'Etat bourgeois doit être détruit par une révolution prolétarienne dirigée par un parti d'avant-garde : « Une transformation socialiste pacifique de la société serait entièrement possible si de telles mesures hardies [nationalisations] étaient prises par un gouvernement travailliste » (*The State... a warning to the labour movement*, cité dans notre brochure *La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste*).

Les militants des JCR qui se voulaient sincèrement des révolutionnaires pensaient-ils qu'ils allaient être amenés un jour à assumer un tel réformisme sans fard ? Sans parler de la répugnante position du CIO qui prétend que les flics, ces chiens de garde du capital raciste et antiouvriers, sont des « travailleurs en uniforme » qui ont toute leur place dans les syndicats ouvriers. Allez donc expliquer ça aux jeunes défenseurs du droit à l'avortement qui viennent de se faire matraquer par les flics, au Chesnay ! Ou aux fils et filles d'« immigrés » qui sont la cible de ces tueurs en uniforme ! Ou encore aux grévistes de Marseille qui ont eu à affronter les flics des semaines après que les bureaucraties syndicales eurent crié à la « victoire » et poignardé dans le dos la vague de grèves qui a déferlé dans la fonction publique en novembre et décembre !

La GR-JCR : les petits porteurs d'eau des bureaucrates

Cette puissante éruption de lutte de classe de l'hiver dernier a, à nouveau, exposé la vacuité des prétentions « révolutionnaires » de la GR-JCR. Les grèves avaient atteint un point où elles devaient être étendues aux bastions industriels et s'opposer directement au pouvoir d'Etat. Mais les dirigeants réformistes du mouvement ouvrier – ceux que Lénine appelait « les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie » – se sont dressés en obstacle. C'est pourquoi nous avons mis en avant dans notre tract du 4 décembre (reproduit dans le *Bolchévik* de janvier-février) l'urgence d'« une nouvelle direction, une direction révolutionnaire » : un parti ouvrier d'avant-garde, léniniste-trotskyiste, qui élargisse la mobilisation, partie comme une lutte défensive dans la fonction publique, en une lutte politique

généralisée contre l'Etat bourgeois pour instaurer un gouvernement ouvrier qui balayera tout le système capitaliste pourri.

Dans cette situation, et alors que la conscience de nombreux grévistes, se radicalisant dans la lutte, a fait un bond en avant (certains posaient même ouvertement la question de « changer la société »), qu'a donc avancé la GR-JCR ? Elle est allée sur les piquets de grève et dans les manifs proposer aux grévistes de... signer une pétition pour « une augmentation de 1 500 F minimum pour tous » !

Elle a essayé de tirer le mouvement en arrière, en le maintenant dans le cadre du capitalisme, sur le terrain de la lutte économique : le terrain sur lequel les bureaucrates réformistes peuvent espérer garder le contrôle sur la mobilisation. Sa plate-forme revendicative à la mobilisation (35 heures hebdomadaires sans perte de salaire, retraite à 55 ans, 1 500 francs d'augmentation) est tout droit extraite du programme avancé par les directions réformistes des confédérations syndicales. Au moment où beaucoup de travailleurs étaient en train de rompre avec leurs directions actuelles, le message qu'elle donnait à ces travailleurs était : faites pression sur vos dirigeants traîtres pour qu'ils mènent à bien vos revendications !

Comme le reste de l'« extrême gauche », la GR-JCR a couvert sa politique opportuniste d'une phraséologie « combative » sur la « grève générale illimitée » –

dépasser l'action gréviste en lutte politique pour le pouvoir et, pour ce faire, sur l'importance centrale du parti et du programme révolutionnaires ; il soulignait ainsi que la tâche des trotskystes était précisément de préparer l'avant-garde et les masses aux prochaines échéances révolutionnaires. La première place des conditions de sa victoire, explique ainsi Trotsky dans une polémique contre des centristes (« L'ILP et la Quatrième Internationale »), revient à une « direction révolutionnaire juste et à sa claire compréhension des conditions et méthodes de la grève générale et de sa transformation en lutte révolutionnaire ouverte ».

Aux antipodes d'une telle perspective révolutionnaire, la « grève générale illimitée » qu'avance la GR-JCR n'est qu'une tactique de pression parlementariste sur les directions réformistes. « *Dehors Chirac-Juppé !* », a avancé centralement la GR-JCR pendant les grèves. Mais pour mettre quoi à la place ? Elle a utilisé des formulations de gouvernement aussi diverses que confuses, allant jusqu'à « un gouvernement issu de la grève générale », une formule délibérément à double sens (parlementaire et extraparlémentaire). Mais la réalité de sa politique était clairement de faire pression sur le PS et le PCF : « *Dans l'immédiat [...] nous n'exigeons du PS et du PCF qu'une seule chose : qu'ils engagent cette lutte [pour chasser Chirac-Juppé] et qu'ils la mènent jusqu'au*

la société capitaliste – femmes, immigrés, jeunes... – et « devenir le noyau d'un pouvoir prolétarien (des conseils ouvriers ou soviets) qui se dressera face au pouvoir bourgeois. L'issue de la confrontation dépendra de la direction de la classe ouvrière ».

Grèves de décembre : la GR-JCR met en veilleuse son « antiracisme »

La mobilisation de cet hiver a confirmé qu'il n'y aura pas de lutte généralisée, sans parler de lutte révolutionnaire, dans ce pays si les travailleurs d'origine maghrébine ou africaine noire, qui sont au cœur de secteurs industriels clés comme l'automobile, n'y prennent pas toute leur place. Pour la mobilisation du secteur privé (frappé par les licenciements), il était important de mettre en avant l'échelle mobile des heures de travail, ainsi que l'échelle mobile des salaires. Mais il était crucial aussi de mettre au centre de la mobilisation le combat contre la terreur policière/fasciste et les discriminations qui frappent les travailleurs magrébins et noirs africains et leurs familles. (Ils sont rejetés comme « immigrés », même quand ils vivent en France depuis 30 ou 40 ans, et même quand ils y sont nés et qu'ils sont citoyens français.)

La terreur et la discrimination racistes sont l'arme principale de la bourgeoisie, qui fait de ces travailleurs les boucs émissaires de sa propre crise économique, pour diviser et affaiblir la classe ouvrière multietnique. C'est pourquoi dans toute notre propagande pendant les grèves de novembre-décembre nous avons mis en avant la nécessité pour la classe ouvrière de lutter contre Vigipirate et pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles. Dans notre tract du 14 décembre, nous insistions notamment que les fonctionnaires en grève devaient « exiger l'abolition de l'article 1 de la fonction publique qui interdit à toute personne qui n'est pas de nationalité française de travailler dans la fonction publique. A bas l'apartheid dans la fonction publique ! »

La direction de la GR-JCR s'est couchée devant les bureaucrates au point même de mettre de côté ses habituelles proclamations antiracistes dans les tracts qu'elle destinait aux grévistes. Ses prétentions antiracistes lui ont servi, et lui servent, à attirer des jeunes qui veulent lutter contre la terreur anti-immigrée. Par contre, dans la situation de novembre-décembre, où c'était une question brûlante de la lutte des classes, elle les a délibérément mises en veilleuse pour ne pas gêner les bureaucrates réformistes qu'elle courtise et qui sont en plein dans le consensus raciste – depuis leur appui aux mesures anti-immigrées des gouvernements Mitterrand jusqu'à leur soutien actuel au plan raciste Vigipirate de Chirac. Et dans les grèves de l'hiver dernier, cette politique, en constituant un obstacle majeur à l'extension de la lutte aux bastions industriels, a été finalement une arme pour briser la mobilisation des travailleurs de la fonction publique et désamorcer l'explosion qui menaçait l'« ordre » bourgeois.

La GR-JCR : comment ne pas combattre le fascisme

Nous avons mis en garde que, dans cette situation qui se dirigeait vers un affrontement politique avec la bourgeoisie, « si la classe ouvrière n'agit pas avec détermination et audace, le résultat pourrait bien être un renforcement, non seulement de la droite parlementaire, mais aussi



Stella Gimberis

Marseille, 6 janvier – Agression policière contre les tramontans en grève. Les flics, que la GR-JCR considère comme des « travailleurs en uniforme », sont les chiens de garde du capital racistes et antiouvriers.

une version à peine plus à « gauche » du « Tous ensemble » avancé par les bureaucrates syndicaux. Dans un de ses tracts, diffusés en décembre, elle offrait ainsi au mouvement l'objectif suivant : « *Comme en 36 et 68 il doit permettre d'enregistrer un maximum d'acquis.* » Les modèles qu'elle donne, ce sont précisément des grèves générales étranglées par les bureaucrates réformistes qui ont marchandé, en échange, quelques concessions qui leur servent de feuille de vigne ! Son appel à une « grève générale illimitée », explicitement limitée au cadre du capitalisme, ne fait qu'exprimer sa politique front-populiste, à la traîne des directions réformistes.

Polémiquant contre ceux qui agitent comme un hochet la « grève générale », Trotsky avait déjà expliqué dans les années 30 qu'au contraire « toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle a surgi, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir » (« Encore une fois, où va la France ? ») C'est pourquoi il insistait, contre les opportunistes de toutes sortes qui font de la « grève générale » une recette miracle à tous les maux engendrés par le capitalisme, sur la nécessité de

bout » (*L'Egalité*, janvier). C'est-à-dire qu'ils constituent un gouvernement dans le cadre du parlementarisme bourgeois, un nouveau gouvernement capitaliste de front populaire – et ce après quatorze ans de gouvernements « de gauche » antiouvriers, antisoviétiques et anti-immigrés !

Au contraire, nous, Ligue trotskyste, avons avancé comme programme d'action un programme de revendications transitoires qui, faisant concrètement le pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste, visait à mobiliser les travailleurs contre les bases mêmes du régime capitaliste. Nous avons insisté sur l'urgence de former des comités de grève élus et révocables, des piquets de masse pour étendre la grève au secteur privé, des groupes de défense ouvriers-immigrés pour se protéger contre les briseurs de grève, les flics et les attaques racistes. Dans notre tract du 4 décembre, nous écrivions que des comités d'usine, centralisés à l'échelle des villes puis du pays, pourraient, en prenant en charge la distribution de biens de consommation et la gestion des services sociaux, entraîner derrière les travailleurs en lutte les autres couches opprimées par

des nervis fascistes de Le Pen ». Au contraire, la classe ouvrière en lutte pouvait neutraliser ou gagner la petite-bourgeoisie et le lumpen-prolétariat, frappés eux aussi par la crise du capitalisme (et qui sont la base potentielle du FN), à la condition qu'elle montre sa détermination et sa capacité à apporter une issue révolutionnaire à cette crise: un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie.

Au contraire, la politique front-populiste prônée, entre autres, par la GR-JCR pour des « grèves générales » limitées au cadre capitaliste - pour un nouveau gouvernement « de gauche » - ne peut qu'enrager encore plus la petite-bourgeoisie en montrant l'impuissance de la classe ouvrière. La mobilisation de novembre-décembre a même représenté pour la direction de la GR-JCR une occasion de réviser sa propre analyse du Front national (FN). Sous prétexte qu'une partie importante de l'électorat ouvrier de Le Pen était dans les grèves, elle vient de « découvrir » que seule la direction du FN est fasciste mais pas le FN lui-même, qui

capital, il faut en même temps savoir défendre ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'au moyen de la milice ouvrière » (« Encore une fois, où va la France ? »)

La GR-JCR pour une alliance social-chauvine autour du PCF

L'opportunisme crasse de la GR-JCR dans la vague de grèves n'est que le haut de l'iceberg des appétits de sa direction, aiguisés dans la dernière période par le déclin relatif du PCF (ex-stalinien). Ancien parti hégémonique dans la classe ouvrière, le PCF a vu son influence fortement réduite par son soutien servile à Mitterrand et par l'écrolement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, afin de rénover son parti, la direction du PCF s'est lancée dans une campagne de « Forums » afin de proposer « une grande ambition pour la France » (l'Humanité, 18 janvier). Elle tend la main à l'aile de la bourgeoisie opposée à Maastricht (que

tion de classes. Et la direction de la GR-JCR voudrait bien reproduire l'« expérience » d'Amiens à une plus grande échelle, avec les « Forums » du PCF, dont elle se félicite ouvertement, dans l'Egalité de février, de partager, dans la perspective d'« une nouvelle construction politique », la tribune avec, entre autres, le PS et Radical, le parti bourgeois dont Tapie fut le leader. Le front-populisme est une trahison du marxisme - le fond même du marxisme est l'indépendance politique de la classe ouvrière. De 1936 à Mitterrand, les fronts populaires n'ont fait qu'enchaîner les travailleurs à leur ennemi de classe et conduire à des défaites de la classe ouvrière, souvent même sanglantes comme dans l'Espagne de 36 ou le Chili de 73.

Les fronts populaires sont des blocs de collaboration de classes conclus entre des partis ouvriers réformistes et des forces bourgeoises dites « progressistes ». Mais dans un bloc anti-Maastricht, les forces bourgeoises ne seraient en aucune façon « progressistes ». Un tel bloc serait particulièrement réactionnaire, chauvin et raciste. Les forces politiques qui s'opposent à l'« abandon national » vont des sociaux-chauvins du PCF aux fascistes du FN. Le PCF est un forcené du « Produisons français » qui ne fait que dresser les travailleurs français contre ceux des autres pays, y compris contre les « immigrés » qui travaillent dans ce pays.

Nous, trotskystes (qui avons appelé à voter non au référendum de 1992 sur Maastricht), avons insisté, en particulier pendant les grèves, sur l'importance d'opposer à l'Europe de Maastricht une Europe des luttes ouvrières - une perspective internationaliste qui tend la main aux travailleurs d'Italie, de Belgique ou d'Allemagne, mais aussi, par-dessus la Méditerranée, aux masses du Maghreb. C'est un combat pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui inscrive la lutte pour un gouvernement ouvrier dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe et de l'extension mondiale de la révolution. Par contre, l'unité anti-Maastricht prônée par la GR-JCR avec les sociaux-chauvins du PCF n'est que l'unité derrière son propre impérialisme !

La clé de voûte d'un front populaire anti-Maastricht pourrait bien être Chevènement, actuel chef du Mouvement des citoyens, ancien ministre de la guerre de Mitterrand et ultrachauvin notoire. Il a un rôle charnière entre le PCF, une partie du PS et les milieux gaullistes autour de Séguin. Les JCR, avant même leur liste municipale d'Amiens ou les « Forums », avaient côtoyé les chevémentistes (en l'occurrence leur Jeunesse) pendant la guerre du Golfe, en 1990-91; les chevémentistes avaient alors constitué le pivot d'une coalition « antiguerre » de collaboration de classes qui liait une fraction du PS, le PCF et une partie de l'« extrême gauche » à la fraction de la bourgeoisie et de l'état-major qui refusait de se laisser entraîner en position de supplétifs dans une « guerre américaine ». A l'encontre de ce front populaire « antiguerre », nous avons appelé les travailleurs à des actions de lutte de classe en

défense de l'Irak agressé par les impérialistes, pour le retrait des troupes impérialistes et le brisage du blocus.

Plus récemment, sur les Balkans, la GR-JCR commettait un bloc avec l'Idiot international, pro-nationaliste serbe et défenseur des intérêts français face à ses concurrents impérialistes (lire le Bolchévik n° 124). Le torchon de l'écrivain antisémite Jean-Edern Hallier rassemblait, sur la base d'un chauvinisme virulent, « intellectuels » corrompus du PCF, fascistes et réactionnaires de tout poil. En fait de défense de la Serbie contre toute agression impérialiste, la GR-JCR a pris le côté des nationalistes serbes dans la guerre réactionnaire qui les oppose aux autres nationalistes balkans. Elle fera ainsi une manifestation commune, le 9 juillet 1994, avec les nationalistes serbes du « Mémorial du génocide serbe »...

Nous avons adopté une position de défensisme révolutionnaire à l'égard des Serbes de Bosnie au moment où, en août et septembre derniers, ils étaient attaqués par les impérialistes ; mais dans la guerre civile faisant rage entre les divers régimes nationalistes également réactionnaires, nous avons toujours refusé de choisir un camp et avons appelé à une révolution ouvrière pour renverser tous les régimes nationalistes meurtriers, pour une fédération socialiste des Balkans. Quand, le 14 décembre, se réunissaient à Paris les chefs occidentaux pour organiser un nouveau dépeçage impérialiste des Balkans, nous avons - en pleine vague de grèves - appelé à des rassemblements de front unique pour protester contre les massacres à venir : France, OTAN, ONU, ôtez vos pattes sanglantes des Balkans ! Non à la partition impérialiste des Balkans ! La GR-JCR a refusé de participer à ces actions de front unique et, à notre connaissance, n'a rien organisé alors contre le dépeçage impérialiste des Balkans.

Construire un véritable parti trotskyste !

La direction de la GR-JCR a entraîné ses militants dans bien des aventures aussi opportunistes que malodorantes. La dernière en date, son voyage officiel en Libye où le chef de la GR-JCR, Damien Elliott, chantera les louanges du « Guide de la révolution » (L'Egalité, octobre 1994) ! (La GR-JCR publiera même en brochure des discours de Khadafi...) Mais gageons que les militants de la GR-JCR n'ont pas encore tout vu !

Depuis le début et à chaque pas, nous avons mis en garde ceux d'entre eux qui voulaient être des révolutionnaires et dévoilé les capitulations de leur direction en y opposant le programme du trotskysme. Aujourd'hui encore, ceux d'entre eux qui ne veulent pas lécher les bottes des sociaux-chauvins du PCF ou des bonapartes néocoloniaux corrompus, qui ne veulent pas syndiquer les flics ou « réformer » l'Etat bourgeois, doivent examiner avec soin et honnêteté le programme révolutionnaire sur lequel combattent la Jeunesse spartaciste et la Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale. ■

l'Humanité

- 9 juin 1995

Amiens (Somme)

La gauche plurielle avec Gérard Maisse

AMIENS, capitale plurielle de ses 120 000 habitants, a été administrée par la gauche entre et René Lamoignon communiste de 1971 à 1989. Le Parti socialiste choisit la division en 1989 en présentant sa propre liste et ouvrant ainsi les portes de la mairie à Gilles de Robien, l'actuel président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. C'est lui, pour première décision municipale, décida de ramener de 35 à 30 heures la durée du travail hebdomadaire du personnel communal. Les instances nation-

ales et départementales du Parti socialiste réfléchissent pour ces prochaines élections. Faisant fi de la représentativité respective des forces de gauche, elles se refusent à constater, par exemple, que les Amiénois et Amiénois ont élu, ces deux dernières années, un député communiste et un conseiller général suppléant (sur 4 des 8 conseillers généraux d'Amiens sont communistes). Les propositions et les gens de bonne volonté n'ont pas marqué de la part des communistes picards. Maxime Gremetz,

depuis élu en 1993, et sollicité par de nombreux personnalités locales d'opinion, politiques diverses pour conduire la liste d'union face à Gilles de Robien, décide même de ne pas être candidat, afin de servir la cause de l'union, du rassemblement nécessaire des familles et des hommes de progrès.

Les militants socialistes n'accrochent pas tous l'attribut de dirigeants PS. Des anciens responsables départementaux et trois candidats socialistes aux élections cantonales participent à

», écrivent-ils. Ils sont membres du Mouvement des citoyens, d'écologistes, de pacifistes, de gaullistes de gauche, de représentants de la Gauche révolutionnaire et de personnalités amiénoises de tous horizons dans la liste d'union plurielle à gauche conduite par Gérard Maisse, conseiller général communal.

Municipales d'Amiens en 1995 : la GR-JCR prise en flagrant délit de collaboration de classes

ne serait que « fascisant ». Mais ce qui détermine la nature d'un parti, ce n'est pas son électorat ; c'est sa direction, son programme, son histoire. Ces éléments font du FN un parti fasciste, dont l'objectif est la destruction du mouvement ouvrier, l'écrasement des droits démocratiques, le génocide raciste. Comme par hasard (!), la « découverte » faite par la direction de la GR-JCR survient au moment où le PCF (dont elle cherche à gagner les faveurs) s'est lancé dans une campagne pour recupérer la base électorale ouvrière raciste qu'il a perdue pour le FN, argumentant que, dans ses municipalités, ce dernier n'avait pas tenu ses promesses anti-immigrés...

La nouvelle « analyse » que la GR-JCR fait du FN sert à justifier sa prostration face au fascisme. Si elle continue à dire que son « objectif à moyen terme est de forcer les directions syndicales à lancer une offensive définitive contre le FN » (ce qui n'est en fait qu'une pression stérile sur les réformistes, incapables d'une « offensive définitive » contre les fascistes), maintenant elle argumente aussi que « le mouvement de grève de la fonction publique est donc aujourd'hui le premier signe tangible d'une possibilité de recul du FN [...] ». Forts de cette analyse, nous pensons que la confrontation avec le FN doit se situer prioritairement sur le terrain ouvrier » (l'Egalité, janvier).

En posant « prioritairement » la lutte contre le FN sur le terrain des grèves économiques, la GR-JCR évacue scandalement la terreur exercée par le FN contre les « immigrés » et leurs enfants et la nécessité de mobilisations ouvrières/immigrées en riposte. De plus, comme l'argumentait déjà Trotsky contre le chef du PCF d'alors, Thorez, « si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, contrairement à ce que dit Thorez, ne disparaîtra pas, mais, au contraire, il grandira deux fois plus [...] ». Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors, aucune illusion réformiste et pacifiste ne peut être admise [...]. En se défendant contre les coups économiques portés par le

symbolise un Calvet, patron de choc de Peugeot) pour défendre, selon eux, plus efficacement le capitalisme français face à ses concurrents étrangers. Aujourd'hui, c'est sur le terrain de la guerre commerciale qui fait rage ; demain, ce sera sur le terrain de la guerre tout court.

La direction de la GR-JCR s'est investie dans l'initiative des « Forums » du PCF, appelant à un regroupement autour de ce parti « de tous ceux qui refusent la logique libérale de Maastricht » (l'Egalité, février). C'est-à-dire explicitement une alliance de collaboration de classes ! Et de vanter comme modèle de « regroupement » le bloc électoral auquel elle a participé lors des municipales du printemps dernier à Amiens (la « Gauche plurielle »). Constituer un bloc politique avec des réformistes (c'est-à-dire s'aligner sur leur programme antiouvrier) est déjà un crime pour une organisation qui se réclame du trotskysme. Mais elle camoufle une réalité plus infâme encore que le PCF, lui, n'a aucun scrupule à révéler : la présence de forces bourgeoises dans le bloc en question. Il faut lire l'Humanité du 9 juin 1995 pour savoir que sur ladite liste se sont retrouvés « aux côtés des communistes, des membres du Mouvement des citoyens, d'écologistes, de pacifistes, de gaullistes de gauche, de représentants de la Gauche révolutionnaire et de personnalités amiénoises de tous horizons » !

Le bloc électoral d'Amiens donne un avant-goût de jusqu'où la direction de la GR-JCR est prête à aller dans la capitulation. Ce bloc était si pestilentiel qu'elle a dû - en termes mesurés - exprimer des « divergences avec le contrat municipal présenté par la liste » à propos « de la sécurité et du renforcement policier à Amiens » (l'Egalité, juin 1995). La GR-JCR le sait pertinemment : la « sécurité » est un mot de code pour la terreur raciste. Mais leurs « divergences » n'ont aucunement empêché ces misérables capitulaires de se maintenir dans leur bloc putride !

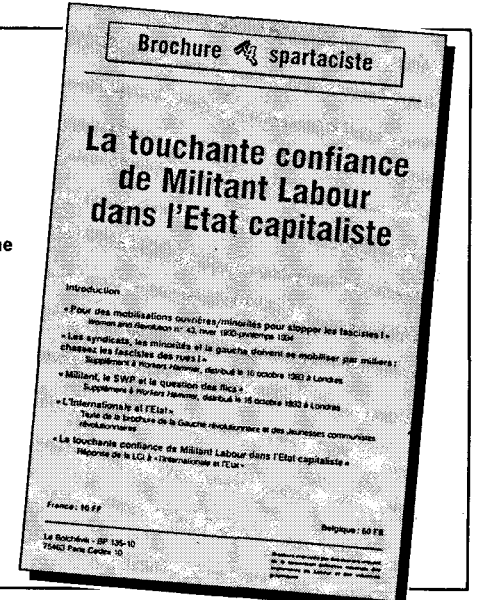
Il faut appeler les choses par leur nom. La « Gauche plurielle » était un front populaire - une coalition de collabora-

La touchante confiance de Militant Labour dans l'Etat capitaliste

Cette brochure oppose la politique révolutionnaire de la Ligue communiste internationale au réformisme du Comité pour une internationale ouvrière, dirigé par l'organisation britannique Militant Labour et auquel est affiliée en France la Gauche révolutionnaire/Jeunesses communistes révolutionnaires (GR/JCR).

Notre brochure reproduit le texte intégral d'une polémique de la GR/JCR publiée en 1994 sous le titre « l'Internationale et l'Etat », avec une réponse détaillée de la LCI.

Pour toute commande : Le Bolchévik BP135-10 75463 Paris Cedex 10





Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Nous reproduisons ci-dessous l'article de Joseph Seymour publié dans Workers Vanguard (1^{er} mars), le journal de nos camarades de la Spartacist League/US.

Des quatre points cardinaux du monde politique, la jeunesse entend dire aujourd'hui que la faillite du communisme est un fait historique indéniable. Ceux qui dénoncent le marxisme et le léninisme comme au mieux utopiques, au pire profondément pernicieux, ne sont pas seulement des idéologues de droite et des sociaux-démocrates mais aussi d'anciennes figures dirigeantes du mouvement « communiste » stalinisé.

La bureaucratie stalinienne (qui était apparue au sein de l'Etat ouvrier soviétique dans une situation d'arriération économique et d'isolement, après que la vague révolutionnaire de l'après-Première Guerre mondiale eut échoué à porter les travailleurs au pouvoir dans aucun des pays capitalistes avancés) avait intérêt à ce qu'un (faux) trait d'égalité soit tiré entre son pouvoir répressif et l'autorité de la Révolution bolchévique et de l'Internationale communiste de Lénine. Les usurpateurs staliniens, fossoyeurs des occasions révolutionnaires dans le monde entier, prétendaient construire le « socialisme dans un seul pays » – chose impossible car le socialisme, comme l'expliquait Trotsky, existe nécessairement dans un cadre international. Quand la bureaucratie stalinienne s'est finalement écroulée sous la pression exercée par le militarisme impérialiste et le marché capitaliste mondial sur l'économie collectivisée – gérée de manière calamiteuse –, les staliniens ont tout bonnement proclamé la « mort du communisme », faisant ainsi complaisamment écho aux idéologues d'une bourgeoisie saisie par le triomphalisme.

Il est compréhensible que beaucoup de jeunes de gauche qui s'éveillent à la conscience politique dans la période post-soviétique expriment de la sympathie pour l'anarchisme, tel qu'ils le comprennent. Voici une doctrine et un ensemble de convictions qui apparaissent comme irrémédiablement hostiles au système capitaliste, qui se présentent comme une alternative à un « communisme » stalinien (dont l'écroulement est tellement récent et spectaculaire) et dont les tests décisifs qu'ils ont pour leur part subis dans l'histoire – dans des événements clés comme la Révolution russe de 1917 et la révolution et la guerre civile espagnoles des années 1930 – sont enfouies dans un passé très lointain pour la jeunesse d'aujourd'hui. Et comme il n'y a jamais eu de révolution victorieuse dirigée par des anarchistes, ceux-ci peuvent prétendre que leur système, contrairement au communisme marxiste, n'a jamais réellement été mis à l'épreuve.

A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, l'anarchisme était synonyme d'un programme bien défini, basé sur les doctrines de Proudhon, Bakounine, Kropotkine et d'autres dont les théories étaient largement discutées et débattues dans la gauche. Mais aujourd'hui, beaucoup de ceux qui appartiennent aux milieux larges qui expriment de la sympathie pour l'anarchisme – par exemple les activistes « autonomes » allemands et italiens – ne sont pas réellement des partisans des doctrines de Proudhon, Bakounine ou Kropotkine.

Beaucoup de ceux qui se proclament anarchistes, si ce n'est la plupart d'entre eux, expriment plutôt un ensemble caractéristique d'attitudes principalement

Marxisme contre Anarchisme

De 1848 à la Révolution bolchévique

negatives: hostilité aux gouvernements existants et en général à l'ordre bourgeois actuel; opposition combative à la droite, en particulier aux fascistes et autres racistes violents; mépris pour la politique parlementaire, qu'ils identifient avec

une série de dictatures brutales avaient pratiquement fermé la porte à toute possibilité de réformisme parlementaire. Avec l'industrialisation de l'Europe latine à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, l'anarchisme donna naissance au

Première partie : Les origines de l'anarchisme

toutes les formes de trahisons réformistes; rejet du programme marxiste de dictature prolétarienne et de planification économique centralisée, qu'ils identifient avec la tyrannie stalinienne; méfiance à l'égard de tous les partis, y compris du parti révolutionnaire d'avant-garde léniniste.

Etant donné le déclin, parmi les masses, de l'identification du socialisme prolétarien et de la possibilité de la libération humaine, on a assisté à un regain de sympathie pour l'anarchisme, qui est au fond une version de l'idéologie démocratique radicale. L'anarchisme est apparu au milieu du XIX^e siècle comme une forme de résistance à la transformation des petits producteurs de marchandises – artisans et paysans – en travailleurs salariés. Ce mouvement fut le plus important dans l'Europe latine, et particulièrement en Espagne – un pays à développement capitaliste tardif et où, en outre,

syndicalisme, un mouvement qui prônait la direction d'une économie collectivisée par les syndicats.

Si les jeunes anarchistes d'aujourd'hui ne sont évidemment pas les héritiers de l'anarchisme classique, ils partagent cependant un certain nombre d'attitudes et de valeurs avec les partisans de Proudhon et Bakounine. Parmi elles, l'indifférence ou l'hostilité envers le progrès technologique et les nécessités d'une économie industrielle complexe. Dans *Ma vie*, son autobiographie, Léon Trotsky raconte sa première rencontre avec un militant anarchiste, dans une prison moscovite au début du siècle: « Il n'aimait pas beaucoup s'engager dans des discussions théoriques. Une fois seulement, comme je le pressais, lui demandant comment, dans un ensemble de communes autonomes, seraient administrés les chemins de fer, il me répliqua: "Au diable! Pourquoi, en anarchie, irais-je rouler sur des voies fer-

rées?" » On peut avoir des discussions similaires aujourd'hui avec des jeunes de tendance anarchiste, par exemple sur le transport du pétrole par voie maritime.

A l'époque de Proudhon et Bakounine, les différences de condition économique entre les ouvriers et les paysans d'Europe et ceux du monde colonial étaient bien moindres qu'aujourd'hui. Il est donc compréhensible que les anarchistes et les premiers socialistes aient envisagé l'établissement d'une société égalitaire dans un contexte national, ou tout au plus européen. Les jeunes proanarchistes d'aujourd'hui ont une conscience aiguë de l'atroce pauvreté des pays du tiers monde, comparés avec la relative prospérité de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord. Beaucoup sont ainsi aux premières lignes du combat pour défendre les travailleurs immigrés et les demandeurs d'asile originaires de ces pays contre les attaques fascistes et gouvernementales.

Pourtant, les éléments clés de l'anarchisme en tant que programme économique – décentralisation extrême et immobilisme technologique – ne pourraient que perpétuer la division entre les pays impérialistes et le tiers monde néocolonial. Comment un système mondial basé sur des communes autonomes pourrait-il jamais combler le fossé entre d'un côté l'Inde ou le Mexique ruraux et de l'autre la Ruhr allemande ou la Silicon Valley californienne? Seuls des échanges mondiaux en des termes favorables aux nations « sous-développées » et une planification économique centralisée à l'échelle internationale pourront réduire et finalement combler le gouffre qui sépare les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine des Etats-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon.

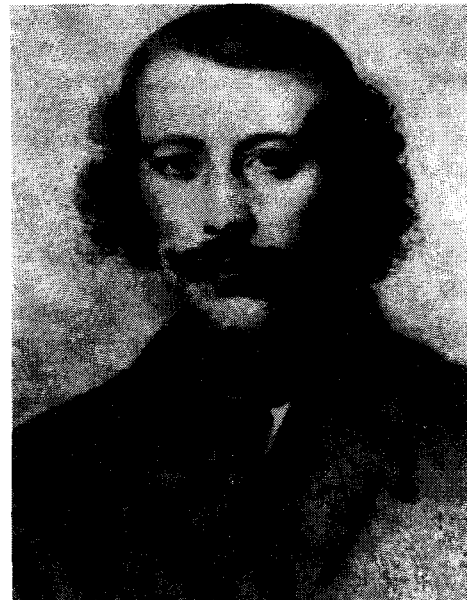
Les anarchistes classiques et les tendances socialistes prémarxistes (à l'exception de Saint-Simon) envisageaient une société égalitaire sur la base du niveau de vie prédominant de leur temps. Proudhon, en particulier, prêchait que les travailleurs ne devaient pas aspirer à vivre comme les classes aisées, mais au contraire cultiver les valeurs spartacistes de la frugalité et de l'autosuffisance.

« C'est le propre de notre dignité, proclamait-il, de nous passer de l'assistance des autres » (*De la justice dans la révolution et dans l'Eglise* [1858]). Un tel message, partagé dans le paysage politique actuel par les mouvements « verts » petits-bourgeois et bourgeois, trouvera à l'évidence peu d'écho parmi les masses



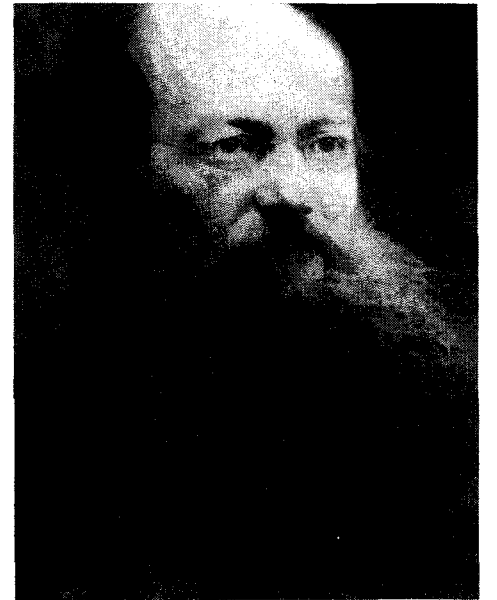
Bulloz

Proudhon, qui créa le terme « anarchie », qualifié par Marx de pourvoyeur d'élucubrations petites-bourgeoises.



History Today

Bakounine, le fondateur du mouvement anarchiste. Il appela le tsar à « libérer » les Slaves du « joug étranger ».



Houghton Mifflin Company

Kropotkine, célèbre porte-parole de l'anarchisme, soutint les impérialistes français et britanniques en 1914-18.

néocoloniales opprimées, pour qui une révolution socialiste mondiale conduisant à un fort développement de l'énergie et de la technologie est nécessaire ne serait-ce que pour jouir de choses que les travailleurs des pays avancés tiennent habituellement pour acquises : l'électricité, un logement décent, savoir lire et écrire, de l'eau propre. En fait, la « frugalité » est le programme que prêchent cyniquement le Fonds monétaire international et la Banque mondiale aux masses du Bangladesh et d'Afrique du Sud.

Vu l'ignorance générale de l'histoire du mouvement anarchiste et des positions de ses figures de proue, y compris dans la gauche, les jeunes radicalisés d'aujourd'hui peuvent parer la tradition anarchiste de toutes sortes de vertus révolutionnaires et d'un idéalisme élevé qu'elle ne possédait pas en réalité. Le théoricien originel de l'anarchisme, Pierre-Joseph Proudhon, était un antisémite, un raciste qui soutint le Sud esclavagiste dans la Guerre civile américaine et un grossier phalocrate. Ces positions infâmes n'étaient pas juste une particularité personnelle mais reflétaient les préjugés caractéristiques des petits propriétaires et des petits paysans de la France de son temps. Mikhaïl Bakounine, le fondateur du mouvement anarchiste, alla jusqu'à implorer le tsar Nicolas I^{er} de « lever enfin l'étendard slave en Europe occidentale, pour l'épouvante des Allemands et de tous les autres oppresseurs et ennemis du peuple slave ». Là encore, il ne s'agissait pas de lubies personnelles : cela coïncidait avec les illusions largement répandues dans la paysannerie russe du temps dans la bonne volonté de « leur » tsar.

Pierre Kropotkine, le porte-parole le plus en vue de l'anarchisme au XIX^e siècle, devint un partisan enthousiaste de l'impérialisme britannique et français contre l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. L'anarchiste ukrainien Nestor Makhno, qui dirigea une force armée paysanne pendant la Guerre civile russe de 1918-21, perpétra des pogromes contre les communautés juives et fit bloc avec des armées des « blancs » contre-révolutionnaires contre les bolchéviks. Pendant la révolution espagnole du milieu des années 1930, les dirigeants anarcho-syndicalistes devinrent ministres dans le gouvernement du Front populaire (c'est-à-dire un gouvernement capitaliste) qui provoqua puis réprima un soulèvement ouvrier à Barcelone.

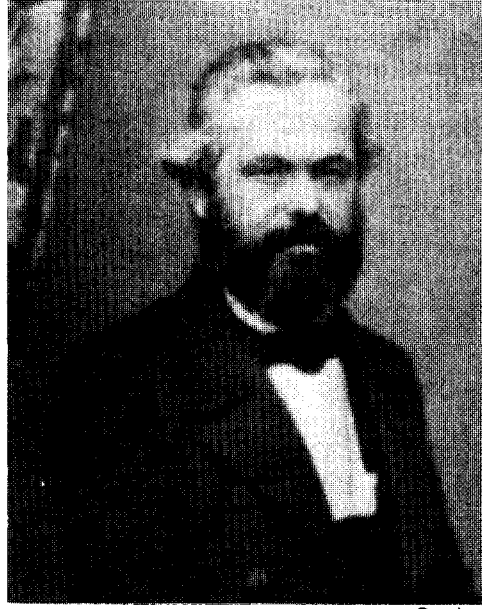
Même ceux qui se déclarent explicitement solidaires des prises de position historiques bien connues du mouvement anarchiste sont souvent très peu familiers avec la véritable histoire. Par exemple, un porte-parole anarchiste endurci ne peut pas manquer de dénoncer Trotsky pour avoir réprimé la mutinerie de Cronstadt en 1921. Mais, à l'époque, de nombreux anciens militants anarchistes et syndicalistes qui s'étaient ralliés au bolchévisme, comme Victor Serge et Alfred Rosmer, reconnaissaient qu'une victoire des mutins « anarchistes » n'aurait pu conduire qu'à une contre-révolution capitaliste sanglante contre l'Etat ouvrier assiégé de la Russie des soviets.

Anarchisme et marxisme : la divergence fondamentale

S'il est nécessaire de combattre l'idéalisation de la tradition anarchiste parmi la jeunesse radicalisée, il est aussi important de ne pas faire d'amalgame entre l'adhésion de l'anarchisme classique à la liberté individuelle et les positions de la droite contemporaine partisane du « marché libre », et en particulier sa composante « libertaire ». Proudhon et Bakounine ne furent pas des précurseurs de Milton Friedman et de Margaret Thatcher ! Un thème central de l'anarchisme classique était la dénonciation de l'individualisme possessif glorifié par les idéologues bourgeois d'alors et d'aujourd'hui. Proudhon attaquait « l'égoïsme, déguisé sous le faux nom de liberté ». « L'individualisme du bourgeois », déclarait Kropotkine, ne peut

exister que sous la condition d'oppression pour les masses ». Les anarchistes croyaient en une société juste, harmonieuse et égalitaire. L'anarchisme et son rejeton, le syndicalisme, étaient ainsi des tendances de la gauche et du mouvement ouvrier.

Comment une société égalitaire pourrait-elle se maintenir si des producteurs indépendants étaient libres d'agir comme bon leur semblerait, sans coordination ni



Dans son ouvrage de 1847 « Misère de la philosophie », Karl Marx dénonça l'opposition de Proudhon aux luttes ouvrières.

contrôle d'une autorité politique centrale ? Un tel système ne reproduirait-il pas les conditions du capitalisme de « marché libre » ? Aucun syndicaliste de la fin du XIX^e siècle n'imaginait un collectif de cheminots se comportant comme un monopole capitaliste et faisant payer ses services au prix fort. Mais qu'est-ce qui les en empêcherait ?

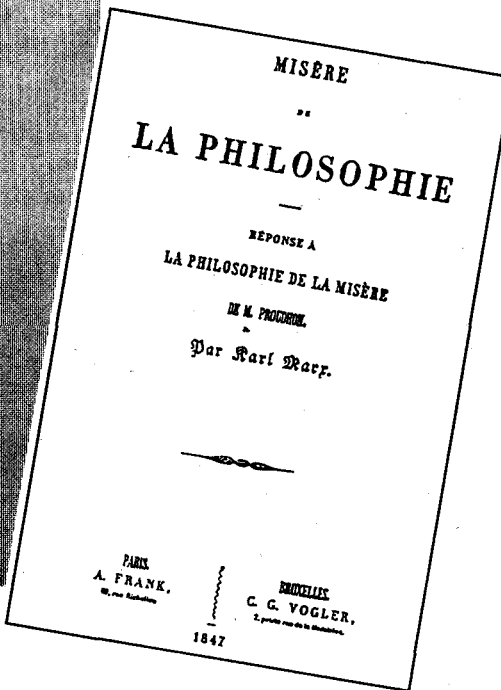
Les anarchistes répondaient par un mot : la morale. Dans la tradition de Rousseau, les anarchistes classiques croyaient qu'il existait un ordre moral naturel, qui avait été corrompu et avili par les divisions de classe maintenues par un Etat répressif. Bakounine parlait de « l'idée de justice inhérente à l'homme ». Le journal de Kropotkine, *Freedom* [Liberté], déclarait : « Nous rêvons de la liberté positive, qui ne fait qu'un avec le sentiment social ; de donner libre cours aux impulsions sociales, actuellement déformées et comprimées par la Propriété, et ses gardiens la Loi » (cité dans *Classical Anarchism*, George Crowder [1991]).

Les divergences fondamentales entre l'anarchisme et le marxisme dépassent la question fondamentale de l'Etat et correspondent à des conceptions différentes des rapports entre la nature et la société. Proudhon affirmait que « l'homme n'a qu'une nature, constante et inaltérable ». Bakounine écrivait pareillement que « la société n'est, après tout, rien d'autre que l'ultime grande manifestation ou création de la Nature sur terre » (*L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale* [1871]). De même, Kropotkine affirmait que « la nature enseigne la morale à l'homme ».

Pour Marx, la société n'était pas déterminée par les propriétés psychologiques innées de l'Homo sapiens mais par l'auto-développement de l'humanité au moyen du travail, conduisant à des niveaux de plus en plus élevés des forces productives. Comme il l'écrivait dans sa première polémique contre Proudhon, *Misère de la philosophie* (1847), « M. Proudhon ignore que l'histoire tout entière n'est qu'une transformation continue de la nature humaine ». Une transformation socialiste – sous ses aspects objectifs comme subjectifs – ne devient possible qu'avec l'émergence d'une économie industrielle, qui est elle-même originellement un produit du développement capitaliste.

Pour les marxistes, l'histoire humaine est l'histoire d'une lutte farouche pour ne pas être les esclaves de l'« ordre naturel » mais pour devenir, au moyen du travail,

les maîtres du monde impitoyable de la nature. Les premières sociétés humaines vivaient constamment au bord de l'extinction : on y était vieux à 20 ans et généralement mort à 30. Les premières avancées de la production – le développement de l'agriculture et la domestication des animaux – ouvrirent la voie à la conquête de la tyrannie de la nature, amenant aussi le développement des inégalités et des divisions de classes dans la lutte pour



contrôler le surplus nouvellement créé. C'est seulement quand la pénurie sera surmontée par un plus grand développement des forces productives que l'antagonisme entre l'intérêt individuel et le bien-être collectif sera transcendé. Et c'est alors seulement que l'Etat déperira ; pour reprendre la formule d'Engels, le gouvernement des gens sera remplacé par l'administration des choses.

Bien que les anarchistes se considèrent comme étant à l'opposé du stalinisme, de par ses prémisses théoriques le stalinisme est en fait plus proche de l'anarchisme que du marxisme. Tous deux attribuent à l'Etat une capacité presque omnipotente à modeler la vie sociale, économique et culturelle. Bakounine comme Staline affirmaient que la conscience collectiviste pourrait être instaurée même dans les conditions de pire misère économique, une fois débarrassé de l'Etat bourgeois et de la propriété capitaliste.

L'anarchisme et le stalinisme convergent aussi sur un point important, et littéralement dans le gouvernement du front populaire espagnol, au milieu des années 1930. Malgré son hostilité à l'autorité et à l'ordre bourgeois, l'anarchisme est par ses fondements théoriques une doctrine de collaboration de classes, pas de lutte de classe. Les nantis et les puissants peuvent participer au « progrès éthique de l'homme » – pour reprendre la formule de Kropotkine – tout autant que les ouvriers et les paysans opprimés et ex-

plottés. Comme l'écrivait à l'époque Felix Morrow, un historien trotskyste de la Révolution espagnole : « En effet, la collaboration de classes se dissimule au cœur de la philosophie anarchiste. Pendant les périodes de reflux, la haine anarchiste de l'oppression capitaliste la cache. Mais dans une période révolutionnaire de double pouvoir, elle doit remonter en surface. Car alors le capitalisme offre en souriant de participer à la construction du monde nouveau. Et les anarchistes, opposés à « toutes les dictatures », y compris celle du prolétariat, se contenteront de demander au capitaliste de se défaire de son apparence de capitaliste – à quoi il consentira naturellement, pour mieux préparer l'écrasement des travailleurs » (*Révolution et Contre-révolution en Espagne*).

Marx et Engels soutenaient qu'après une révolution sociale un Etat ouvrier (la dictature du prolétariat) était nécessaire afin de réprimer la bourgeoisie dépossédée, qui chercherait à rétablir sa propriété, ses privilèges et son pouvoir. Les anarchistes prévoyaient que les anciennes classes possédantes seraient moralement régénérées et deviendraient des membres productifs du nouveau système social égalitaire. Ils envisageaient par conséquent une révolution sociale qui, après une brève période initiale de violence, serait essentiellement harmonieuse. Ces divergences entre marxistes et anarchistes ne pouvaient pas être résolues simplement par des débats et des polémiques. Elles ne pouvaient être mises à l'épreuve des faits aussi longtemps que l'ordre bourgeois européen demeurait stable. En outre, pendant l'époque qui précédait la Première Guerre mondiale, le courant dominant parmi les marxistes soi-disant « orthodoxes », dont le prototype était Karl Kautsky, passaient à la trappe la position de Marx et d'Engels pour qui une révolution prolétarienne devrait briser l'appareil d'Etat bourgeois existant. Ils prévoyaient au contraire que la classe ouvrière pourrait accéder au pouvoir politique dans le cadre de la démocratie parlementaire.

Ce fut l'expérience de la Révolution bolchévique russe qui convainquit de nombreux militants anarchistes et syndicalistes que la dictature du prolétariat était effectivement nécessaire, et non le produit des préjugés « autoritaires » supposés de Marx. Ce ne fut pas tant l'insurrection ouvrière d'Octobre 1917 qui discrédita la conception anarchiste d'une transformation sociale harmonieuse que la guerre civile qui s'ensuivit ainsi que les interventions militaires et le blocus économique organisés contre la Russie des soviets par les puissances impérialistes centrales (dirigées par l'Allemagne), occidentales (alliées) et japonaise. Alfred Rosmer, un syndicaliste français de premier plan qui devint un des membres fondateurs de l'Internationale communiste, expliquait : « La dictature du prolétariat, jusqu'alors du domaine de la théorie,

Suite page 8



Cortège de la CNT dans une manifestation de décembre

Combat syndicaliste

Anarchisme...

Suite de la page 7

se posait concrètement, et même comme le problème pratique le plus urgent. Or, cette période transitoire, ce passage du capitalisme au socialisme, on ne l'avait jamais approfondie; [...] on sautait de la société capitaliste dans une cité idéale fabriquée à loisir. Même des militants syndicalistes comme Pataud et Pouget, dans un livre qu'ils avaient intitulé *Comment nous ferons la Révolution, n'avaient apporté aucune contribution précise au problème de la période transitoire bien qu'ils y fussent engagés par le titre même de leur ouvrage: une brève grève générale; le régime s'effondrait... et après quelques jours de troubles et un minimum de violences, les syndicalistes procédaient paisiblement à l'édification de la société nouvelle. Cela restait dans le domaine des contes de fées. A Moscou, en 1920, nous étions devant la réalité» (Moscou sous Lénine).*

L'évolution politique de Rosmer n'est aucunement exceptionnelle. La Révolution bolchévique avait provoqué un réalignement fondamental et des regroupements au sein de la gauche internationale qui avaient déjà commencé avec le début de la Première Guerre mondiale, en 1914. La guerre produisit une scission profonde et irrévocable dans les mouvements syndicaliste et anarchiste, de même que dans le mouvement socialiste. Les ailes droites de tous ces courants étaient devenues des sociaux-chauvins qui soutenaient « leurs » Etats impérialistes. Kropotkine, devenu un défenseur de la France et de la Grande-Bretagne « démocratiques », était maintenant dénoncé par son vieux compagnon Errico Malatesta comme un « anarchiste de gouvernement ». Léon Jouhaux, dirigeant du mouvement syndical français, rejoignit l'« union sacrée » pour défendre l'Etat bourgeois français, tout comme le dirigeant marxiste « orthodoxe » Jules Guesde.

En même temps, les syndicalistes révolutionnaires Alfred Rosmer et Pierre Monatte collaboraient étroitement avec le révolutionnaire marxiste russe Léon Trotsky, alors en exil en France, pour construire le mouvement antiguerre de Zimmerwald, dont l'aile gauche préfigurait l'Internationale communiste (Comintern). Lénine, en rétablissant et en modernisant le contenu authentiquement révolutionnaire et libérateur du marxisme, réussit à gagner les meilleurs militants anarchistes et syndicalistes à la bannière du communisme. En conséquence, avec certaines exceptions importantes comme l'Espagne, le mouvement anarchiste tendit à disparaître – l'aile droite discréditée par son chauvinisme, l'aile gauche désertée par ses éléments les plus dynamiques qui l'abandonnèrent pour le Comintern. Mais après des décennies de trahisons des staliniens et des réformistes sociaux-démocrates, l'anarchisme a reconquis une influence certaine auprès de la jeunesse anticapitaliste. Avec ce renouveau de sympathie pour l'anarchisme, il devient utile de revenir sur l'histoire du mouvement anarchiste depuis ses origines, au milieu du XIX^e siècle, jusqu'à son déclin, au lendemain de la Révolution bolchévique.

Le proudhonisme : une utopie petite-bourgeoise

Davantage que pour la plupart des théoriciens sociaux, les doctrines de Pierre-Joseph Proudhon – inventeur du terme « anarchie » en 1840 – furent directement et manifestement influencées par son expérience personnelle. Proudhon était né dans la région rurale du Jura, dans l'Est de la France. Son père était un brasseur et un tonnelier d'une honnêteté et d'une droiture exceptionnelles. Quand sa région fut assiégée à la fin des guerres napoléoniennes, la plupart des brasseurs profitèrent de la situation pour augmenter leurs prix. Pas Claude-François Prou-

dhon: « Il additionnait ses frais, ajoutant tant pour son travail, et disait: Voilà mon prix. » Cette formule devait devenir un élément clé du programme économique de Proudhon, qu'il baptisa mutualisme.

Comme le jeune Pierre-Joseph était d'une exceptionnelle intelligence en même temps que d'une grande dévotion religieuse, un prêtre des environs lui obtint une place dans la meilleure école de la région. Ses camarades de classe étaient des fils de la bourgeoisie et de l'aristocratie foncière. Cependant, après avoir terminé ses études, Proudhon fut à nouveau plongé dans la classe ouvrière. Il devint typographe et, comme tel, subit la précarité de l'emploi et les périodes de misère noire typiques des artisans euro-

nien qui surveille la machine à vapeur, des mécaniciens pour les réparations journalières et de nombreux manœuvres préposés au transport des produits d'une salle à l'autre, etc. Tous ces ouvriers, hommes, femmes et enfants sont obligés de commencer et de finir leur travail à des heures déterminées par l'autorité de la vapeur qui se moque de l'autonomie individuelle [...]. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille. »

Tel était en substance le programme du mutualisme de Proudhon: « Pour qu'il y ait mutualité parfaite, il faut donc que chaque producteur, en prenant certain engagement vis-à-vis des autres, qui de leur côté s'engagent de la même manière vis-à-



Historia 16

Les dirigeants anarchistes Juan Garcia Oliver (à gauche) et Federica Montseny entrent dans le gouvernement bourgeois du Front populaire espagnol.

peens de cette époque. Un moment, le jeune Proudhon réussit à rassembler suffisamment d'argent pour devenir propriétaire associé d'un petit atelier d'imprimerie. Mais son associé était irresponsable et coula l'affaire avant de se suicider. Se retrouvant avec des dettes qu'il ne pouvait rembourser, Proudhon fut contraint de vendre son atelier et de travailler à nouveau pour des imprimeurs plus riches et plus prospères.

Ses expériences forment la toile de fond de sa vision du monde, comme le note l'universitaire britannique Stewart Edwards dans l'introduction de ses *Oeuvres choisies* (1969): « Au cœur des écrits de Proudhon sur les questions sociales, il y a sa sollicitude pour le petit propriétaire. Ses propositions de réforme monétaire, son idée de banque agraire, ses projets d'assurance mutuelle, reflétaient tous les idéaux de la petite-bourgeoisie, sa préoccupation constante d'obtenir du crédit et sa jalousie à l'égard des grands capitalistes. »

Proudhon lui-même résumait son programme en expliquant que « c'est quand tout le monde est propriétaire que les fortunes sont les plus égales et que chacun travaille ». Cette vision était attirante pour beaucoup de travailleurs, car la France était encore fondamentalement une société préindustrielle. L'écrasante majorité des salariés étaient des enfants de paysans, de boutiquiers ou d'artisans propriétaires. Beaucoup, comme lui, avaient un temps possédé de petites affaires avant d'être acculés à la faillite sous le poids des dettes.

Il imputait à la nature humaine la psychologie d'un petit propriétaire paysan ou artisan. L'homme, proclamait-il, « veut travailler à ce qui lui plaît, quand il lui plaît, autant qu'il lui plaît » (*Qu'est-ce que la propriété?* [1840]). Mais comment les ouvriers d'un haut-fourneau, d'une centrale électrique ou des chemins de fer pourraient-ils travailler quand, autant et à ce qui leur plaît? La technologie industrielle nécessite l'étroite coordination de nombreux types différents de travail. Comme l'expliquait Engels dans sa polémique antianarchiste classique, *De l'autorité* (1873): « Prenons à titre d'exemple une filature de coton. Le coton doit subir au moins six opérations successives avant d'être réduit à l'état de fil, opérations qui se font, pour la plupart, en des salles différentes. En outre, pour maintenir les machines en mouvement, il faut un ingé-

vis de lui, conserve sa pleine et entière indépendance d'action [...] » (*De la capacité politique des classes ouvrières* [1865]). Un principe économique fondamental du mutualisme est que les biens seront échangés sur la base de l'égalité des quantités de travail apportées: « Et tout produit sera payé par le produit qui aura coûté même somme de peines et de frais. »

Un tel système présuppose une technologie statique mise à la disposition de tous les producteurs. Supposons qu'un petit nombre de savetiers introduisent de nouvelles machines qui réduisent d'un tiers le temps nécessaire pour produire des chaussures. S'ils réduisent en proportion la valeur d'échange de leurs chaussures, tous les autres savetiers devront vendre au-dessous de leur coût en travail, sinon personne n'achètera leurs chaussures. Mais si les producteurs les plus performants maintiennent l'ancienne valeur d'échange de leurs chaussures, ils vendront au-dessus de leur coût en travail, réalisant ainsi un profit. Dans un cas comme dans l'autre, les principes du mutualisme de Proudhon se retrouvent directement en contradiction avec le progrès technologique. Mais qu'arrivera-t-il dans la réalité? Les producteurs embrasseront-ils le « mutualisme » et renonceront-ils au progrès technologique? Pas le moins du monde: les plus performants provoqueront simplement la faillite de ceux qui le sont moins.

Proudhon contre la lutte de classe

Le premier ouvrage de Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?*, écrit en 1840, était une dénonciation véhémement, quoique abstraite, de l'exploitation capitaliste. Il n'y explique guère son propre programme positif, sans doute parce que celui-ci n'était pas encore complètement élaboré. En conséquence, *Qu'est-ce que la propriété?* fut apprécié par presque tous les socialistes de l'époque, y compris par le jeune Karl Marx. Quand Marx séjourna à Paris en 1844-45, il noua des relations amicales avec Proudhon et affirma plus tard l'avoir initié à la philosophie hégélienne. Cependant, les positions de Proudhon étaient déjà suffisamment développées et trop différentes des siennes pour qu'il fût influencé par le futur fondateur du socialisme scientifique.

En 1846, Marx, résidant à Bruxelles après son expulsion de France, l'invita à

participer à un comité de correspondance socialiste international. En réponse, Proudhon rompit ses relations avec Marx, principalement parce qu'il était contre le renversement révolutionnaire des gouvernements français et prussien et des autres monarchies européennes, renversement que Marx considérait être un préalable à la reconstruction socialiste de la société. Proudhon lui écrivit: « Peut-être conserverez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution, et qui n'est tout bonnement qu'une secousse. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discute volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir... Je me pose ainsi le problème: faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique. En d'autres termes, tourner en Economie politique, la théorie de la Propriété, contre la Propriété, de manière à engendrer ce que vous autres socialistes allemands appelez communauté » (« Lettre à Marx », 17 mai 1846).

Que voulait-il dire concrètement quand il parlait d'utiliser la propriété contre la propriété? Il préconisait une « banque du peuple » qui offrirait un crédit « gratuit » (sans intérêt) à tout travailleur souhaitant acheter sa propre affaire. Le capital initial de la banque devait venir d'impôts prélevés sur les classes aisées. Il alla même jusqu'à s'adresser à Louis Napoléon – alors président et bientôt empereur de France – pour fonder une « banque du peuple ». Comme l'écrivait Marx à propos de Proudhon: « considérer le capital portant intérêts comme la forme principale du capital, mais vouloir faire une application particulière du crédit, de l'abolition prétendue de l'intérêt, la base de la transformation sociale – voilà une fantaisie tout ce qu'il y a de plus philistin » (« Au sujet de Proudhon », 1865 [souligné dans l'original]). Cependant, aussi longtemps que la grande industrie n'était pas encore prépondérante en France, cette fantaisie était attirante pour beaucoup de travailleurs, car il ne fallait qu'une masse de capital relativement modique pour acheter et faire fonctionner une petite ferme ou un petit atelier.

Le véritable début de la révolution industrielle en France remonte au Second Empire de Louis Napoléon, pendant les années 1850 et 1860. La libéralisation partielle du régime bonapartiste au début des années 1860 permit aussi le développement en France de syndicats de type plus ou moins moderne. Proudhon était hostile à l'émergence d'un véritable mouvement ouvrier. Son dernier ouvrage, *De la capacité politique des classes ouvrières*, publié après sa mort, est dans une large mesure une attaque contre le nouveau mouvement syndical: « D'association, de mutualité, de progrès on ne parlera bientôt plus, si les ouvriers, à l'exemple des grands monopoleurs, ont la faculté de substituer l'extorsion à la libre concurrence. »

Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste

Paris
Le Bolchévique BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévique BP 240
76003 Rouen cedex
Tél 35 73 74 47

Armée...

Suite de la page 12

au PCF. Au contraire, nous, trotskystes, sommes pour la destruction de l'armée bourgeoise, qu'elle soit de métier ou de conscription. Sous le capitalisme, l'armée est un instrument entre les mains de la classe possédante (bourgeoisie) contre la classe productrice (prolétariat) et tous les opprimés, pour défendre ses privilèges et assurer son profit. Nous nous opposons à toutes les mesures (comme les crédits de guerre, les essais nucléaires...) que prend la bourgeoisie pour maintenir, organiser ou renforcer cet instrument de répression. *Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise! A bas la conscription! A bas l'armée bourgeoise!*

Pour le PCF, qui joue les premiers violons de la « défense nationale », c'est l'occasion de verser encore plus son poison chauvin. (Ce parti est un fanatique de la « défense nationale » depuis 1935, lorsque Staline, en concluant son pacte avec Laval, le chef du gouvernement français d'alors, avait réconcilié le PCF avec sa propre bourgeoisie.) Selon le parti du « Produisons français », champion des intérêts de sa bourgeoisie, le passage à l'armée de métier remet en cause le principe d'une « armée citoyenne » dévouée « à la défense des valeurs de la République ». Mais c'est sous l'étendard tricolore de cette « armée citoyenne » que la jeunesse de ce pays a été envoyée dans la boucherie interimpérialiste de 1914-18 et dans la sale guerre coloniale d'Algérie pour massacrer les ouvriers et paysans algériens luttant pour l'indépendance de leur pays.

Pour sa part, emboitant le pas au PCF, la LCR réclame la « réduction à six mois maximum des obligations militaires ». Elle se retrouve ainsi avec des secteurs de la bourgeoisie qui sont pour maintenir le service militaire. Ces réformistes réaffirment par là qu'ils ont toute leur place dans le camp de la « défense nationale » parée de vertus « démocratiques ». Ce qu'ils ont fait en réclamant une intervention impérialiste plus conséquente dans les Balkans. En août 1992, le dirigeant de la LCR Alain Krivine signalait ainsi un appel aux gouvernements impérialistes de la CEE à « agir collectivement » et par « tous les moyens » dans l'ex-Yougoslavie. Nous, Ligue communiste internationale, tout en ne choisissant aucun camp dans la guerre civile entre les différents régimes

nationalistes réactionnaires, nous sommes opposés au dépeçage impérialiste des Balkans et avons défendu les Serbes quand ils étaient attaqués par les impérialistes. *Troupes françaises, hors des Balkans, hors d'Afrique, hors des colonies des DOM-TOM!*

La « défense nationale » signifie la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie. En la reprenant à leur compte, les directions ouvrières social-chauvines se rallient aux brigandages impérialistes de « leur » bourgeoisie, que ce soit pour asservir les peuples coloniaux et néocoloniaux ou affronter ses rivaux impérialistes pour leur disputer les marchés et les zones d'influence. Les défenseurs de la conscription, comme le PCF et la LCR, défendent en fait le droit que s'arroge la bourgeoisie à faire de la jeunesse et de la classe ouvrière de la chair à canon. Au mot d'ordre réactionnaire de « défense nationale », nous opposons l'internationalisme prolétarien : *Les ouvriers n'ont pas de patrie! Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!* L'internationalisme prolétarien passe aussi par la dénonciation implacable des crimes commis par l'impérialisme français, comme sa participation au génocide perpétré au Rwanda. Nous l'exprimons aussi en saluant comme des victoires du prolétariat mondial les défaites qui lui ont été infligées en Algérie et au Vietnam, à Dien-Bien-Phu.

Quant à LO, s'adressant au PCF sur la question de la « défense nationale », elle s'interroge : « Est-ce que l'armée l'a assurée, depuis cinquante ans et plus ? Passons sur la défaite de 1939-1940 où les malheureux soldats n'ont pu défendre grand-chose » (*Lutte Ouvrière* n° 1443, 1^{er} mars). Par cette formule sibylline, LO laisse planer délibérément un doute sur son attitude à l'égard de la « défense nationale ». Notre position à nous, trotskystes, est sans ambiguïté. En 1939-45 (tout comme en 1914-18), nous étions défaitistes révolutionnaires – tout en étant pour la défense militaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique dans sa guerre contre les nazis. Dans les guerres interimpérialistes, la défaite de notre propre gouvernement impérialiste est le moindre mal. En ne s'opposant pas à la « défense nationale », LO peut bien se gargariser de proclamations comme « A bas l'armée » – ce ne sont que des phrases creuses pour couvrir sa capitulation.

Pour les marxistes, le militarisme est une fonction organique du capitalisme,

encore plus accrue dans sa phase ultime, l'impérialisme. Pour en finir avec le militarisme, il faut en finir avec le capitalisme. Ceux qui prêchent que la bourgeoisie peut désarmer pacifiquement, sèment par là des illusions dangereuses qui ne font que désarmer les ouvriers face à la bourgeoisie. Comme le notait Trotsky dans le *Programme de transition*, « le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés ». Une des tâches centrales de l'avant-garde ouvrière dans une situation révolutionnaire est de rallier les troupes du côté du prolétariat. Un parti révolutionnaire doit préparer une telle situation en développant dans la classe ouvrière et dans l'armée une propagande assidue sur la nécessité de détruire l'armée bourgeoise.

Comme dans la Russie de 1917, les travailleurs auront besoin d'un Etat ouvrier et d'une armée rouge pour défendre leur révolution contre les attaques impérialistes et les tentatives de contre-révolution interne. Un tel Etat est nécessaire

aussi pour développer, au travers de la collectivisation des moyens de production et de la planification économique, les forces productives. Leur développement à l'échelle internationale en finira avec la pénurie, la base matérielle de l'existence des classes et de l'Etat qui, ainsi, s'éteindra.

A l'embrigadement de la jeunesse par le militarisme capitaliste, nous, trotskystes, opposons les traditions de l'antimilitarisme révolutionnaire symbolisé par Karl Liebknecht. En plein carnage impérialiste de la Première Guerre mondiale, alors que les partis sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale étaient passés du côté de leur bourgeoisie, il proclama : « L'ennemi principal est dans notre propre pays. » Les groupes de la Jeunesse spartaciste se réclament du nom du groupe Spartacus en Allemagne, l'organisation que dirigèrent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et qui a lutté pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, comme l'ont fait les bolchéviques en Russie. Nous portons cet héritage sur notre drapeau, le drapeau de la Quatrième Internationale. ■

IVG...

Suite de la page 12

bourgeois et démobiliser les masses des actions nécessaires pour arrêter les fascistes. Ce ne sont pas non plus des actions minoritaires, aussi combattives soient-elles, qui suffiront à faire rentrer la vermine fasciste dans son trou et à stopper les attaques racistes, antifemmes et anti-ouvrières de la bourgeoisie et de son gouvernement. Ce qu'il faut, ce sont des mobilisations les plus larges possibles de tous les opprimés derrière la puissance sociale de la classe ouvrière. Pour cela, il faut un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste, armé d'un programme révolutionnaire et internationaliste d'expropriation de la bourgeoisie.

Libération des femmes par la révolution socialiste !

La famille est le cadre principal de l'oppression des femmes, l'unité sociale garante de la propriété privée dans la société capitaliste et le berceau du conservatisme. Les femmes y sont reléguées pour reproduire et élever les enfants et accomplir gratuitement les tâches ménagères nécessaires à l'entretien de la force de travail. L'émancipation des femmes n'est possible que par le remplacement de l'institution de la famille. C'est pourquoi le combat pour la libération des femmes est inséparable du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière, débarrassée des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

En 1917, la Révolution russe, sous la direction du Parti bolchévique, a jeté les bases pour une telle émancipation. Elle supprima toutes les lois et institutions oppressives qui empêchaient les femmes de participer pleinement à la société et mit en place une législation progressiste concernant le mariage, le divorce, l'avortement, etc. Elle socialisa les tâches ménagères (crèches, cantines, laveries...) Elle porta ainsi de réels coups à la famille en tant que principale institution sociale de

l'oppression des femmes. Mais l'Etat ouvrier – isolé, ploquant sous l'héritage de siècles d'arriération tsariste, confronté à une terrible misère, avec une économie étranglée par l'intervention militaire impérialiste – manquait de ressources pour aller jusqu'au bout de ce programme émancipateur. Traînant dans la boue les buts du communisme, le stalinisme (qui usurpa le pouvoir politique au prolétariat et détruisit le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky) proclama que cette défaite était une victoire. En partie en conséquence de ce programme traître, l'avortement devint illégal en URSS en 1936.

Sous la direction d'un parti d'avant-garde léniniste, tribun de tous les opprimés, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir et instaurer un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie. Seul un tel gouvernement pourra ouvrir, en étendant la révolution socialiste à l'échelle mondiale, la voie à une nouvelle société où, débarrassée de la logique du profit, la production pourra subvenir aux besoins de tous – une société d'abondance où les femmes pourront participer pleinement à la vie sociale et politique et où de nouveaux types de rapports véritablement humains relèguent la famille bourgeoise au musée des antiquités, à côté de l'Etat, du rouet et de la hache de bronze.

● Mobilisations de masse en défense des centres d'IVG ! Avortement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées ! Libération des femmes par la révolution socialiste !

● Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes ! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois, ses flics et ses tribunaux !

● A bas Vigipirate ! Unité des « immigrés », des femmes et de la jeunesse derrière la puissance sociale de la classe ouvrière !

● Il faut forger un parti révolutionnaire ! Pour un gouvernement ouvrier qui balaie tout le système capitaliste pourri !

Comme beaucoup des premiers socialistes, Proudhon croyait dans la prétendue « loi d'airain des salaires » : que toute augmentation des salaires nominaux serait toujours rapidement suivie d'une augmentation proportionnelle des prix. Par conséquent, il dénonçait les grèves – toutes les grèves – comme futiles sinon préjudiciables aux intérêts des travailleurs : « Sous la menace d'une grève, les uns, c'est le très grand nombre, ont exigé une augmentation de salaire, les autres, une réduction des heures de travail ; quelques-uns les deux à la fois. Comme si vous ne le saviez pas, de longue main, que l'augmentation des salaires et la réduction des heures de travail ne peuvent aboutir qu'à l'enchérissement général. »

Presque 20 ans plus tôt, Marx avait critiqué et réfuté la « loi d'airain des salaires » dans *Misère de la philosophie*. Son explication la plus développée et la plus scientifique de comment, dans certaines circonstances, l'action syndicale peut diminuer le taux d'exploitation et augmenter les salaires réels se trouve dans *Salaires, prix et profit* (1867).

La conviction de Proudhon que les syndicats et les grèves ne peuvent être bénéfiques à la classe ouvrière, et qu'elles peuvent même lui nuire, était une opinion courante parmi les socialistes de son temps. Mais sa position sur la question femmes se singularisait par son caractère réactionnaire et fut attaquée comme telle par ses amis et collègues de gauche, sans

parler de ses adversaires comme la célèbre romancière socialiste George Sand. Le théoricien fondateur de l'anarchisme était un phalocrate déclaré : « Je ne sais quelle femme se scandaliserait de voir que, nous autres hommes, nous trouvons qu'une femme en sait assez, quand elle raccorde nos chemises et nous fait des beefsteaks. Je suis de ces hommes-là » (*Notes et Pensées*). Même un de ses biographes modernes aussi bien disposé à son égard que Hyams le reconnaît : « Toutes les notions antilibérales, violemment réactionnaires, qui ont jamais été utilisées contre l'émancipation féminine par les antiféministes les plus extrêmes se retrouvent dans la Pornocratie de Proudhon. »

D'un tempérament extrêmement puritain, Proudhon était horrifié par l'idée que les femmes puissent conquérir la liberté et l'épanouissement sexuels : « L'égalité des sexes avec ses conséquences inévitables, liberté d'amours, condamnation du mariage, contempation de la femme, jalousie et haine secrète des hommes, pour couronner le système une luxure inextinguible : telle est invariablement la philosophie de la femme émancipée [...] » Telles étaient les positions d'un homme qui est souvent présenté, en opposition à Marx, comme un apôtre d'un socialisme « antiautoritaire » basé sur la liberté individuelle.

[A suivre]

Spartacist

édition française
n° 28
(10 francs)

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Pour toute commande:
Le Bolchévik BP135-10
75463 Paris Cedex 10



Mandela...

Suite de la page 2

L'ANC intervient dans une situation de chômage plus ou moins chronique où la moitié des travailleurs noirs n'ont pas d'emploi stable à plein temps. Les économistes bourgeois prévoient que sur les 400 000 jeunes Noirs qui quitteront l'école cette année, seulement 50 000 à 100 000 réussiront à trouver un emploi dans le secteur dit formel de l'économie, c'est-à-dire les administrations gouvernementales, les grandes entreprises ou d'autres sociétés dirigées par des Blancs. La grande majorité d'entre eux seront au chômage ou tenteront de subsister dans des petits boulots de vente à la sauvette, comme journaliers, ou en faisant ce qu'ils peuvent pour survivre.

L'ANC démobilise le mouvement ouvrier noir

En 1986, la direction du COSATU nouvellement constitué publiait une déclaration commune avec l'ANC qui proclamait que ce dernier était à la tête du « mouvement de libération nationale ». En retour, le COSATU était déclaré « partie importante et intégrale » des « forces démocratiques de notre pays ». Dans les années qui suivirent, les syndicats furent les principales organisations de masse combattant pour miner le système de l'apartheid. Les grèves, même sur des questions étroitement économiques, étaient vues par la population noire comme affaiblissant l'édifice du pouvoir blanc, ce qui était effectivement le cas.

Désormais, le langage du nationalisme et de l'« édification de la nation » est utilisé contre le mouvement ouvrier noir. Les dirigeants de l'ANC tentent de mobiliser l'opinion noire contre les syndicats, en prétendant que les salaires relativement élevés du secteur industriel sont responsables du chômage massif dans les townships et de l'effroyable misère des campagnes. Ils affirment que les grèves et la combativité dans les usines dissuadent les sociétés multinationales d'investir. Mandela a reproché à certains syndicats de poursuivre une politique de résistance au lieu de s'atteler à la « reconstruction ».

Le nouveau Labour Relations Act (LRA - loi sur les relations salariés-employeurs) vise à enfermer le mouvement syndical dans une camisole de force gouvernementale. Le secrétaire général du COSATU, Sam Shilowa, membre du comité central du SACP, approuve le LRA et déclare que son « objectif principal » est de « minimiser les conflits sur les lieux de travail ». Une résolution oppositionnelle du syndicat des ouvriers de l'industrie chimique résumait la nature et les visées de la législation corporatiste : « Le principal objectif de la nouvelle loi sur les relations salariés-employeurs est de pousser la classe ouvrière à des rapports de collaboration et de coopération avec les patrons, par l'intermédiaire de forums des employés sur le lieu de travail. Cela minera la structure politique et idéologique du mouvement syndical » (New Nation, 27 octobre 1995). Une nouvelle profession lucrative est apparue pour les anciens militants de gauche qui n'ont pas réussi à entrer au parlement ou dans les cabinets gouvernementaux. Ils ont ouvert des cabinets de conseil en médiation entre salariés et employeurs, en s'appuyant sur le fait qu'ils parlent le même langage politique que les bureaucrates syndicaux, dont ils sont dans de nombreux cas d'anciens camarades de lutte.

Cependant, il ne sera pas facile de faire accepter aux travailleurs noirs un « syndicalisme de participation » régulé par le gouvernement, et dans lequel la lutte sur le lieu de travail et les piquets de grève seraient remplacés par des négociations de couloir. En juin dernier, les métallurgistes ont signé un accord salarial de trois ans avec les entreprises automobiles, accord qui incluait un engagement à ne pas avoir recours à la grève, et qui a été salué comme un modèle de

rapports harmonieux entre salariés et employeurs dans l'Afrique du Sud de Mandela. Mais quelques mois plus tard, des milliers d'ouvriers de l'immense usine Volkswagen de la province d'Eastern Cape débrayaient pour protester contre le licenciement d'un ouvrier à la suite d'une bagarre avec un contremaître.

La période qui a suivi immédiatement l'élection de Mandela à la présidence, en mai 1994, a vu une forte poussée des luttes des Noirs. Mais depuis cette époque, le gouvernement dirigé par l'ANC et ses alliés de la bureaucratie syndicale ont réussi à amortir la combativité ouvrière. Au cours des trois premiers trimestres de l'année dernière, le nombre de journées de grève s'élevait à 870 000, contre une moyenne annuelle de 2,6 millions au



La grève des infirmières, en septembre dernier, a reflété le mécontentement qui s'accroît devant l'exploitation dans l'Afrique du Sud du néo-apartheid. Elles traitèrent Mandela de « leader des nouveaux privilégiés ».

cours des cinq années précédentes. En outre, les luttes ouvrières les plus significatives ont été soit désamorçées soit carrément écrasées.

Une importante grève dans l'automobile en juillet-août 1994 s'est conclue par un accord favorable aux patrons quand le gouvernement a ordonné l'abaissement des droits de douane sur les automobiles importées, ce qui menaçait directement les emplois des ouvriers. Un mois plus tard, le blocage des autoroutes par des routiers organisés par le Turning Wheel Union, un syndicat dissident et combatif, était brisé par la police et l'armée prêtes à tirer. En septembre dernier, une grève des employés municipaux était détournée sur la voie d'une médiation gouvernementale. Le plus grave fut la grève des infirmières de l'automne dernier qui fut qualifiée de « contre-révolutionnaire » par les bureaucrates du SACP et du COSATU, pendant que le gouvernement faisait planer la menace - mise plus tard à exécution - de mises à pied massives.

Comme le rapporte une lettre que nous a récemment envoyée un militant sud-africain : « La société sud-africaine est de plus en plus divisée suivant des lignes de fracture raciales : le Parti national de De Klerk a fait pression sur les organisations d'extrême droite, le Freedom Front de Constant Viljoen et le Parti conservateur, pour conclure un pacte électoral contre l'ANC, mais cela n'a jamais abouti. D'un autre côté, le gouvernement de front populaire commence à avoir recours à la poigne de fer contre la classe ouvrière. Je vais vous donner des exemples typiques d'une tendance qui s'accroît : mardi 5 septembre 1995, grève à City Deep Market, les travailleurs se mettent en grève pour exiger au moins un salaire minimum de 300 rands [400 FF] par semaine. Les travailleurs les mieux payés touchent 140 rands par semaine. Les patrons proposent une augmentation de 26 rands et disent avec arrogance aux travailleurs d'« aller au diable » s'ils ne sont pas satisfaits par cette proposition salariale inhumaine - bien au-dessous du minimum vital. Les travailleurs bloquent l'entrée du marché et refusent de bouger quand on leur en intime l'ordre. On fait appel à la police - appareil de vio-

lence organisée contre la population tout entière. Les grévistes sont brutalement évacués, beaucoup sont arrêtés, y compris ceux qui ont le visage en sang. »

Le capital sud-africain et ses partenaires de Wall Street et de la City ne toléreront pas plus longtemps le mouvement ouvrier noir puissant et combatif qui s'est développé dans la dernière période du régime de la domination blanche directe. C'est par conséquent une période dangereuse pour le prolétariat. Aujourd'hui en Afrique du Sud, on ne peut défendre les acquis syndicaux avec simplement un programme de syndicalisme combatif. C'est pourtant la ligne qu'avancent des groupes qui se situent à la gauche de l'ANC et du SACP. Par exemple, l'International Socialist Movement (ISM), le

plus à gauche des groupes liés au SWP britannique, a publié dans son journal un article de première page intitulé : « Construisons la riposte ». Après avoir dénoncé les attaques antiouvrières du gouvernement d'unité nationale, *Revolutionary Socialist* (août 1995) conclut : « Nous devons reconstruire notre organisation démocratique de base. Nos syndicats sont à nous. Ils n'appartiennent pas à la bureaucratie. Unis sur les lieux de travail, nous pouvons conquérir la démocratie et l'indépendance nécessaires pour riposter à cet accord pourri. » Ceci n'est rien d'autre qu'un appel à l'économisme combatif dans le cadre du capitalisme du néo-apartheid. Mais pour arracher la classe ouvrière et les masses plébiennes au front-populisme nationaliste de la triple alliance, il faut un parti révolutionnaire d'avant-garde qui lutte pour un gouvernement centré sur les Noirs.

La grève des employés municipaux et des infirmières

Le caractère antiouvrier du régime dirigé par l'ANC a été clairement démontré de différentes manières par les grèves des employés municipaux et des infirmières, qui ont eu lieu toutes les deux fin septembre-début octobre. La première, organisée par le South African Municipal Workers Union (SAMWU), concernait environ 50 000 employés dans plus de 40 villes et bourgades de quatre provinces. La grève avait son centre principal à Johannesburg, la plus grande métropole du pays, et touchait la capitale, Pretoria. Dans la « nouvelle » Afrique du Sud comme dans l'ancienne, les travailleurs noirs en grève subissent invariablement les attaques de la police. A Johannesburg, celle-ci eut recours aux gaz lacrymogènes et aux grenades d'exercice, qui se révélèrent inefficaces contre les grévistes. Mais à Pretoria, les flics utilisèrent des balles en caoutchouc et, à Pietersburg, de vraies balles. Un gréviste au moins fut tué.

La grève à Johannesburg était essentiellement dirigée contre la structure salariale d'apartheid, qui fait que les employés des banlieues blanches aisées et des quartiers d'affaires du centre auraient

des salaires beaucoup plus élevés que ceux des townships noirs pauvres. Elle a débuté de façon spectaculaire et combative le 26 septembre. Mais les bureaucrates ne firent rien pour organiser efficacement la lutte - aucune coupure d'électricité ou d'eau, aucun piquet devant les centres clés pour empêcher le brisage de grève.

Un syndicaliste expérimenté et partisan de la Ligue communiste internationale qui se trouvait alors à Johannesburg raconte : « Plusieurs fois au cours de ces rassemblements, j'ai vu des travailleurs en colère se précipiter à la tribune et demander pourquoi certains des membres de leur syndicat travaillaient pendant la grève. Les bureaucrates s'en tiraient en répliquant : « Hé, tu poses la question aux mauvaises personnes », impliquant par là que les travailleurs qui étaient furieux de cet état de choses devaient « discuter » avec les briseurs de grève. Mais il n'y avait aucun piquet de grève pour les empêcher d'aller travailler. Il était parfaitement clair que les bureaucrates ne se battaient pas pour gagner et manœuvraient pour faire reprendre le travail à la base, ce qu'ils réussirent finalement à faire huit jours plus tard en acceptant un accord de médiation. »

Les partis de la classe dirigeante blanche et l'ANC ont utilisé dans cette grève la tactique de flic dur/flic mou. Dans le Greater Johannesburg Transitional Metropolitan Council (conseil de transition de l'agglomération de Johannesburg), les représentants du NP mirent au vote des « sanctions disciplinaires » contre les grévistes. Les conseillers de l'ANC s'abstinrent, permettant ainsi l'adoption de cette résolution. Dans le même temps, le ministre du Travail de l'ANC, Tito Mboweni, entra en scène en déclarant que « nous voudrions tous voir le plus rapidement possible un retour à la normale » et demanda une médiation statutaire, accompagnée de menaces d'arbitrage imposé si elle échouait. Les bureaucrates du SAMWU étaient plus que désireux d'un « retour à la normale », c'est-à-dire au système du néo-apartheid.

Parce que les employés municipaux appartenaient à un syndicat affilié au COSATU, les dirigeants de l'ANC et du SACP répondirent à leur grève par des manœuvres diplomatiques. Mais les infirmières furent traitées sans aucun ménagement. Cette grève - ou plutôt ses causes sous-jacentes - démontraient aussi très clairement que le programme de réforme sociale de l'ANC, incarné dans le Programme de reconstruction et de développement, n'est que tromperie.

Une des premières décisions du gouvernement Mandela a été de décréter la gratuité des soins médicaux pour les enfants de moins de six ans dans tous les hôpitaux et cliniques municipaux. Mais aucun crédit supplémentaire ne fut débloqué pour embaucher davantage d'infirmières ou d'autres personnels de santé. Bien au contraire ! Dans le cadre des engagements d'austérité fiscale pris par le régime, les réductions des dépenses publiques ont provoqué la fermeture de services hospitaliers et ont privé les cliniques de médicaments et d'équipements médicaux nécessaires au traitement des patients. Les files d'attente devant les hôpitaux et les cliniques sont interminables, les gens qui ont besoin d'être soignés doivent endurer d'interminables attentes et la qualité des soins prodigués par le système de santé publique est médiocre car les infirmières et les autres personnels de santé sont horriblement surchargés. Dans certains hôpitaux, les infirmières doivent s'occuper seules de salles qui accueillent jusqu'à 50 patients.

La majorité des infirmières s'est organisée dans une association nouvellement créée et non affiliée au COSATU, le Nursing Forum, qui n'a pas été reconnue comme syndicat par le gouvernement. Quand elles réclamèrent une augmentation uniforme de 30 % de leurs salaires et de meilleures conditions de travail, les responsables de l'ANC déclarèrent froidement qu'aucun crédit

supplémentaire n'était disponible pour la santé. Mandela intervint à la télévision pour dire en substance aux infirmières d'aller se faire voir. Le ministre de la Santé, Nkosazana Zuma, chercha à dresser l'opinion publique en déclarant qu'une « grève mettrait en danger des vies innocentes ». En plus des attaques démagogiques lancées par les dirigeants de l'ANC, les infirmières étaient aussi confrontées au mépris vis-à-vis des femmes largement répandu dans une société saturée d'attitudes patriarcales. Le *Johannesburg Star* (7 octobre 1995) notait que « la grève est arrivée à ce niveau d'affrontement parce que les grévistes sont des femmes appartenant à une profession dont les principaux attributs sont la compassion et la soumission ».

Mais les infirmières étaient tout sauf soumises. Sur les piquets de grève, beaucoup portaient des pancartes « *Dehors Zuma!* » et entonnaient des chansons attaquant Mandela, qualifié de « *leader des nouveaux privilégiés* ». C'était nouveau. Il est habituel que les Noirs se plaignent que le gouvernement n'ait rien fait pour améliorer leur sort et qu'ils dénoncent les nouveaux privilégiés. Par contre, Mandela était considéré comme intouchable. Son autorité personnelle est un facteur clé pour contenir les contradictions explosives engendrées par l'accord de néo-apartheid.

Ce furent donc les attaques des infirmières contre Mandela, bien plus que la grève elle-même, qui suscitérent la fureur des dirigeants de l'alliance tripartite. De nombreux bureaucrates du SACP et du COSATU qualifièrent le mouvement des infirmières de « *grève contre-révolutionnaire* », ce qui a apparemment provoqué un certain nombre de tensions au sein du SACP; la revue *African Communist* (troisième trimestre 1995) critiquait ainsi l'« *affirmation, qu'on entend quelquefois dans les rangs mêmes de notre alliance* », comme quoi les infirmières en grève et aussi les employés municipaux avaient été « *manipulés par des éléments extérieurs* ».

En attaquant directement Mandela, les infirmières se montraient bien plus à gauche que ceux qui se proclament « socialistes révolutionnaires » en Afrique du Sud. Ces groupes critiquent le régime de l'ANC en termes extrêmement polis et ne se hasardent jamais à manquer de respect à l'égard de Mandela. Ainsi, la Workers Organisation for Socialist Action (WOSA) de Neville Alexander publia un tract intitulé « *Soutien aux infirmières et aux employés municipaux* » qui ne mentionnait même pas le rôle joué par l'ANC et le SACP qui avaient cassé une de ces deux grèves et saboté l'autre.

Les infirmières, qui n'avaient pas d'organisation syndicale propre, qui, au lieu du soutien du COSATU, rencontraient son hostilité et qui étaient menacées de licenciement général, eurent donc recours à une série de grèves sauvages d'une journée. Mais cette tactique était intenable et, à la mi-octobre, la grève s'essouffla, cassée par le régime et ses lieutenants ouvriers. Peu après, 6 000 infirmières furent licenciées par le gouvernement de la province du Cap, dirigé par Raymond Mhlaba. Ce dernier est également secrétaire national du SACP!

Pour un parti ouvrier bolchévique en Afrique du Sud!

Dans les semaines ayant précédé les élections locales qui ont eu lieu dans tout le pays début novembre, les porte-parole de l'ANC ont semblé visiblement préoccupés par l'apathie des masses et leur déception croissante devant le rythme extrêmement lent des réformes sociales. Mais la plus grande partie de la gauche sud-africaine s'est précipitée pour redorer la popularité et l'autorité ternies de l'ANC. Sous le titre « *Ne donnez aucune chance au Parti national* », le *Socialist Worker* du 6 septembre 1995 insistait: « *Nous devons voter pour l'ANC afin de défendre les réformes que nous avons*

arrachées au système », tout en ajoutant: « *Nous ne devons pas nous faire d'illusions et penser qu'il va mener la bataille pour la satisfaction totale de nos besoins.* » Les nationalistes bourgeois de l'ANC sont devenus les *principaux agents politiques* administrant l'exploitation des travailleurs noirs par le capital national et international. Mais la Socialist Workers Organisation, qui prétend soutenir « *les luttes des ouvriers contre les patrons* », fait croire que l'ANC représente les intérêts des masses noires, même si c'est de façon inadéquate et partielle.

Pour détourner l'attention de leur politique économique et sociale de droite, Mandela et Cie ont affirmé leur détermination politique face à la droite blanche. Deux jours avant les élections, le ministre de la Sécurité a annoncé que des mandats d'arrêt avaient été délivrés contre l'ancien ministre de la Défense Magnus Malan et dix officiers en retraite pour leur rôle dans un massacre de Noirs, principalement des femmes et des enfants, perpétré en 1987 au Kwazulu Natal. Malan et ses collègues constituaient la « *troisième force* » qui finançait et entraînait les gangs terroristes des tribalistes zoulous de l'Inkatha en guerre contre l'ANC. Tout le monde en Afrique du Sud sait que l'ancien ministre de la Défense du régime suprémaciste blanc agissait avec

commencer, tout le monde en Afrique du Sud sait qu'il est complètement absurde d'imaginer que Mandela va maintenant faire arrêter et inculper De Klerk. Cela provoquerait une fuite massive des capitaux, l'arrêt de tous les investissements étrangers, et créerait immédiatement un risque de coup d'Etat militaire. Plus généralement, l'ISM nourrit les illusions que l'ANC pourrait et voudrait, sous la pression des masses, détruire le pouvoir de l'élite dirigeante.

L'ANC, peut-être en partie grâce à l'arrestation de Malan, a remporté une victoire indubitable dans les élections locales du 1^{er} novembre, obtenant les deux tiers des voix avec une participation noire respectable. Pourtant, ces voix venaient principalement des Noirs plus âgés, dont la loyauté profonde à l'ANC remonte à la lutte de plusieurs décennies menée contre l'Etat de l'apartheid. De plus, quelques temps avant les élections, le régime de Mandela avait promis d'augmenter les retraites (une promesse non tenue). Mais, ce que ces résultats indiquent avant tout, c'est qu'en l'absence d'une alternative ouvrière révolutionnaire les masses noires restent traditionnellement loyales à l'ANC face aux partis de la bourgeoisie blanche.

Les élections n'ont pas fait apparaître le mécontentement et les tensions qui se



La campagne pour sauver le journaliste noir américain Mumia Abu-Jamal, condamné à mort pour ses opinions politiques, a eu un important écho internationaliste en Afrique du Sud.

l'approbation totale de son patron d'alors, De Klerk. De plus, le chef de l'Inkatha, Mangosuthu Buthelezi, aujourd'hui ministre dans le « *gouvernement d'unité nationale* », était évidemment lui aussi mouillé jusqu'au cou!

Il y a une clause non écrite mais néanmoins importante dans l'accord de « *partage de pouvoir* »: les représentants du précédent régime d'apartheid ne doivent pas être poursuivis pour leurs crimes. Aujourd'hui, des secteurs importants de la bourgeoisie blanche estiment que Mandela et Cie violent leur promesse sous la pression des masses noires. De Klerk, comme on pouvait s'y attendre, a déclaré que « *des poursuites sélectives sont totalement inacceptables* » et que l'action intentée contre son ancien ministre de la Défense était préjudiciable à la « *réconciliation raciale* ». Pour la première fois depuis l'élection de Mandela à la présidence, on parle beaucoup d'un coup d'Etat militaire fomenté par la caste des officiers blancs.

En tant que révolutionnaires prolétaires, nous sommes bien sûr en faveur de poursuites contre les anciens responsables de l'Etat de l'apartheid pour leurs crimes contre les masses noires. Mais demander à l'ANC, comme le fait l'International Socialist Movement, d'emprisonner les principaux dirigeants de la classe capitaliste blanche ne peut que nourrir de dangereuses illusions. Son journal *Revolutionary Socialist* demandait, dans son numéro de novembre 1995: « *Vous avez eu Malan - maintenant, inculpez De Klerk, Botha et tous les autres.* » Pour

développent dans la base sociale de l'ANC, et en particulier dans son noyau stratégique, le prolétariat industriel syndiqué - et, par leur nature même, elles ne pouvaient pas le faire. Ce mécontentement et ces tensions sont par contre clairement apparus lors d'une réunion régionale du conseil des délégués syndicaux du Witwatersrand, en août dernier, où les délégués ont violemment attaqué la loi sur les relations salariés-employeurs et l'ont qualifiée de « *misérable compromis* ». Fait bien plus significatif, certains d'entre eux ont même réclamé la fin de l'alliance tripartite « *afin que nous puissions combattre l'ennemi* ». « *Comment pouvons-nous combattre le gouvernement, demanda l'un des délégués, si nous sommes dans une alliance avec lui?* » (*South African Labour Bulletin*, septembre 1995).

Quelle sorte de lutte faut-il pour que le mouvement ouvrier noir rompe avec les nationalistes bourgeois de l'ANC? La formule conventionnelle d'« *alliance tripartite* » entre l'ANC, le SACP et le COSATU exprime un fait important de la politique sud-africaine. C'est le Parti communiste qui est le lien essentiel entre les dirigeants maintenant ouvertement procapitalistes de l'ANC, comme Mandela et Mbeki, et le prolétariat organisé. Depuis sa légalisation en 1990, le PC sud-africain est un parti de masse qui revendique 75 000 militants. Et ce qui est encore plus important, il exerce une influence hégémonique sur le COSATU, non seulement au sommet mais aussi au niveau des délégués d'atelier. Et en même temps, il s'est construit sur la base

de son « *alliance* » - en fait une profonde interpénétration - avec l'ANC pendant plus d'un demi-siècle. C'est pourquoi la lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière sud-africaine nécessitera dans ce PC une *profonde scission*, arrachant les militants ouvriers combattifs et les intellectuels véritablement socialistes aux dirigeants droitiers comme Jeremy Cronin, Ronnie Kasrils et Sam Shilowa.

Quelle serait la base politique d'une telle scission? De ne pas poursuivre une politique de syndicalisme combatif dans le cadre de l'accord de néo-apartheid. Le prolétariat noir doit se battre pour remplacer l'ANC comme direction des masses noires, métisses et indiennes. Et cela ne peut se faire qu'en formant un parti révolutionnaire, un parti ouvrier bolchévique, fondé sur les principes de Lénine et de Trotsky, qui ont dirigé la révolution d'Octobre, la plus grande victoire internationale du prolétariat dans l'histoire.

Les porte-parole de l'ANC-SACP et leurs apologistes internationaux prétendent n'avoir d'autre choix que d'accepter le capitalisme dans le monde post-soviétique. Mais, l'Afrique du Sud, ainsi d'ailleurs que toute l'Afrique australe, a besoin d'un véritable programme de reconstruction et de développement, basé sur la planification économique socialiste. En tant que trotskystes, nous pensons certes qu'il n'est pas possible de construire une société socialiste isolée à la pointe sud de l'Afrique, qui serait assiégée et assaillie par l'impérialisme mondial. C'est précisément la pression du capitalisme mondial qui a conduit à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, minée depuis des décennies par la bureaucratie stalinienne. Tout comme cela a été le cas pour la Révolution bolchévique en 1917 en Russie, une révolution ouvrière aujourd'hui en Afrique du Sud devrait faire face à la puissance de l'impérialisme occidental, depuis le blocus économique jusqu'à l'intervention militaire directe. Mais alors qu'en 1917 l'ordre bourgeois avait été massivement perturbé par la guerre mondiale et que l'extension de la Révolution russe à l'ouest était une possibilité immédiatement accessible, aujourd'hui les ouvriers noirs d'Afrique du Sud, éloignés géographiquement des principales concentrations du prolétariat industriel mondial, se trouvent confrontés à un impérialisme occidental enhardi.

Mais reconnaître ce fait ne signifie pas qu'il faille argumenter, comme le fait le SACP, que le mouvement ouvrier et les masses opprimées non blanches doivent accepter le cadre imposé par le FMI et la Banque mondiale. Au contraire, l'instauration d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs relancerait au niveau mondial la lutte commencée avec la Révolution russe. L'issue dépendrait de comment se passerait la confrontation entre la classe ouvrière et le capital dans les pays impérialistes avancés.

Comme nous l'avons écrit peu de temps après l'arrivée au gouvernement du régime de l'ANC, « *une révolution socialiste en Afrique du Sud trouverait des alliés stratégiquement puissants à l'intérieur des centres impérialistes. Elle aurait en particulier un impact très radicalisant sur les Noirs aux Etats-Unis, qui se sont fortement identifiés à la lutte contre la suprématie blanche de l'Etat de l'apartheid. Et elle trouverait un écho en particulier auprès des masses non blanches de tout l'hémisphère occidental (en particulier les millions de Noirs du Brésil), les Antillais et Asiatiques de Grande-Bretagne, et les Nord-Africains et Africains d'Europe occidentale* » (*Workers Vanguard* n° 606, 16 septembre 1994). La lutte pour construire un parti ouvrier bolchévique en Afrique du Sud est donc inséparable de celle que nous, Ligue communiste internationale, menons pour forger une Quatrième Internationale authentiquement trotskyste.

- Adapté de *Workers Vanguard* n° 637

Chirac veut une armée impérialiste plus efficace

Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise !

Avec les dernières décisions de Chirac visant à la professionnalisation de l'armée et l'abandon de la conscription dans les six années à venir, l'impérialisme français tente de réadapter son outil militaire aux nouvelles réalités internationales de l'après-Guerre froide antisoviétique. En dépit des prétentions de De Gaulle à l'« indépendance nationale », l'armée française était partie intégrante de l'alliance de l'OTAN qui visait à détruire l'Etat ouvrier dégénéré d'Union soviétique. Dans le « nouveau désordre mondial », qui a suivi la contre-révolution capitaliste en URSS, les rivalités interimpérialistes pour le pillage des pays semi-

coloniaux, la défense et l'extension des marchés et des zones d'influences, sont de plus en plus exacerbées. L'armée « capable de « projeter » 50 000 à 60 000 hommes hors du territoire national » dont rêve Chirac sera l'instrument de nouvelles aventures militaires impérialistes et colonialistes sanglantes, des guerres de rapine de la bourgeoisie française contre les peuples néocoloniaux et ses rivaux impérialistes.

Le Plan Vigipirate – véritable acte de guerre raciste –, qui a vu le plus grand déploiement militaire à l'intérieur du

territoire français depuis la Guerre d'Algérie et pour lequel des appelés ont été mobilisés, a donné un avant-goût des sales besognes qu'offre la bourgeoisie, en guise d'avenir, à une jeunesse qu'elle prive d'emplois et d'éducation. En effet, cette restructuration de l'armée vise à remplacer la conscription soit par un « service civil obligatoire » – rappelant les sinistres « chantiers de jeunesse » du régime de Vichy – soit par un « service volontaire », notamment dans les corps de la police et de la gendarmerie pour que les jeunes servent de suppléants à ces

chiens racistes en uniforme. La gendarmerie est d'ailleurs la seule branche de l'armée qui verra ses effectifs augmenter, pour lutter contre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les « immigrés » et leurs enfants, ainsi que tous ceux qui se battent contre l'« ordre » bourgeois.

Les partisans et les adversaires du maintien de la conscription au sein de la classe dirigeante s'opposent sur la meilleure manière de rendre plus efficace leur instrument militaire de brigandages impérialistes. Et c'est entièrement sur ce terrain (la « défense nationale ») que se placent les directions réformistes, du PS

Suite page 9

 **Spartacus!**

Femmes et Révolution

Il faut des mobilisations de masse en défense des centres d'IVG !

Nous reproduisons ci-dessous, sous l'entête de « Femmes et Révolution », le tract que nous avons diffusé, entre autres, à la manifestation du samedi 9 mars au Chesnay (dans la région parisienne) en défense des centres d'IVG. Ce jour-là, malgré l'interdiction préfectorale, 150 jeunes, dont de nombreux militants de la CNT, ont fait face à une poignée de fascistes, protégés par des flics qui ont brutalement chargé les défenseurs du droit à l'avortement. Deux porte-parole de la CADAC/LCR se sont tenus ostensiblement en dehors de la manifestation et ont même déserté le terrain dès que les flics ont chargé. Deux jeunes manifestants seront embarqués par la police qui devra les relâcher devant la mobilisation des manifestants qui s'étaient regroupés devant le commissariat.

Le 27 janvier, devant l'hôpital André Mignot de Versailles, au Chesnay, un commando réactionnaire anti-avortement s'était mobilisé pour protester contre la condamnation à neuf mois de prison d'un de leurs chefs, le Dr. Xavier Dor, président de l'association « SOS Tout-Petit ». Ils se sont heurtés à une contre-manifestation organisée notamment par la CNT, le SCALP, Ras l'Front, la CADAC et la LCR. Les flics sont intervenus pour protéger les fascistes anti-IVG et ont matraqué des défenseurs du droit à l'avortement. Malgré cela, les manifestants antifascistes réussirent à distribuer quelques coups bien mérités aux anti-IVG et notamment à Dor lui-même, présent à la tête de ses troupes aux côtés d'un conseiller municipal du Front national.

Les fanatiques anti-IVG avaient annoncé leur intention de revenir manifester le samedi 9 mars, devant l'hôpital André Mignot. Un appel à une mobilisation contre cette provocation fasciste a été lancé par les mêmes organisations. Une mobilisation massive

et déterminée aurait pu servir à faire réfléchir les fascistes à deux fois avant de tenter une nouvelle provocation. Mais le 6 mars, le préfet interdit les deux manifestations, tirant un trait d'égalité entre la vermine fasciste et les forces ouvrières et démocratiques. Certains, comme la CADAC (dirigée par la LCR), en annulant leur appel à manifester, présentent l'interdiction préfectorale – qui vise surtout à mettre



Toutes les Nouvelles Versailles

Le Chesnay, 27 janvier – Les flics matraquent les défenseurs du droit à l'avortement pour protéger les fascistes anti-IVG.

fin à une mobilisation en défense du droit élémentaire des femmes à l'avortement – comme une « victoire ». De telles illusions dans l'Etat bourgeois, qu'ils font passer pour une force qui peut combattre le fascisme, sont mortelles pour le mouvement ouvrier.

Si les opérations des commandos anti-IVG, qui depuis des années multiplient les provocations, ne rassemblent aujourd'hui que quelques dizaines d'intégristes catholiques illuminés, ils n'en sont pas moins le fer de lance d'une campagne plus importante, qui bénéficie notamment du soutien de la

hiérarchie catholique, un des piliers idéologiques de la réaction dans ce pays, et des fascistes du Front national. Dans leur campagne contre l'avortement, les fascistes mêlent antisémitisme, racisme antimaghrébin et chauvinisme au nom de la « défense de l'identité nationale ». Ainsi ils prennent comme cible Simone Veil, rescapée des camps de la mort nazis, qu'ils surnomment « l'avorteuse Veil ».

des travailleurs. Dans ce cadre, elles cherchent à réduire les dépenses de santé et à se décharger encore plus sur les femmes des fonctions sociales (éducation des enfants, tâches domestiques...) Ceci s'accompagne d'une campagne réactionnaire exaltant les « valeurs familiales » et fustigeant tout ce qui les défie, de l'homosexualité à l'avortement.

Le droit à l'avortement a été arraché, dans la foulée de Mai 68, par les luttes des femmes et de nombreux militants ouvriers. Aujourd'hui, déjà miné par un fatras de limitations réactionnaires, ce droit est en passe de devenir pour de plus en plus de femmes, et surtout pour les plus défavorisées, une course d'obstacles telle que cela revient à les en priver carrément. Les attaques contre le droit à l'avortement font partie de l'attaque en règle contre toutes les couches opprimées de la société capitaliste, de Vigipirate au démantèlement de la protection sociale. Ce n'est pas un hasard si la manifestation pour les droits des femmes du 25 novembre, prélude à la montée des grèves ouvrières du mois de décembre contre la régression sociale de Chirac-Juppé, a servi d'aimant pour rassembler des dizaines de milliers de femmes, d'immigrés, d'homosexuels aux côtés de nombreux travailleurs et militants syndicaux.

Les quelques dizaines de fascistes venus faire des provocations le 25 novembre place de la Bastille auraient pu être aisément balayés par cette manifestation de quelque 40 000 personnes, dont de nombreux cortèges syndicaux. Mais les dirigeants réformistes du mouvement ouvrier – défenseurs de l'ordre bourgeois et la famille qui en est un des piliers – préfèrent faire appel à la « justice » bourgeoise pour défendre les droits des femmes et lutter contre les fascistes. C'est créer les pires illusions dans l'Etat

Suite page 9